



La bataille électorale glisse vers les prétoires

PAGE 3

Législatives
2026



Dans ce climat de controverse, le principe de «moralisation de la vie politique» s'impose comme l'un des fondements majeurs des décisions d'exclusion.

Prochaine rencontre
Tebboune-Kaïs Saïed
Une concertation permanente

PAGE 2



Jean-Noël Barrot tacle
Retailleau sur l'Algérie
«Le bras de fer a échoué»

PAGE 4



Permanence de l'Aïd Al Adha
Plus de 53 000
commerçants sur le pont

PAGE 5



Prochaine rencontre Tebboune-Kaïs Saïed Une concertation permanente

Alger poursuit le renforcement de ses relations régionales et stratégiques.

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et son homologue tunisien, Kaïs Saïed, se sont entretenus par téléphone à l'occasion de l'Aïd El-Adha et ont convenu de se rencontrer prochainement. Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a eu un entretien téléphonique avec son frère, Kaïs Saïed, président de la République tunisienne, à l'occasion de l'Aïd El-Adha, au cours duquel les deux chefs d'État ont échangé leurs vœux, a indiqué, mercredi, un communiqué de la Présidence de la République.

Cet échange téléphonique s'inscrit dans la continuité du renforcement du dialogue politique entre les deux pays.

À cette occasion, «les deux Présidents ont souhaité davantage de progrès et de prospérité aux deux peuples frères et sont convenus de se rencontrer prochainement», précise le communiqué. La même source ne donne toutefois aucune précision concernant la date ou le lieu de cette rencontre.

Il y a lieu de rappeler que leur dernière rencontre remonte à septembre dernier, à l'occasion de la participation du président tunisien aux travaux de la 4^e édition de la Foire du commerce intra-africain IATF 2025. À cette occasion, les deux dirigeants avaient souligné la profondeur des relations bilatérales ainsi que la solidité des liens historiques unissant les deux peuples frères.



Ils avaient également exprimé leur volonté commune de renforcer la coopération dans plusieurs domaines, notamment l'économie, la sécurité, la culture et le développement régional, autant de secteurs susceptibles de favoriser une intégration continentale accrue.

RAPPROCHEMENT ALGER-ANKARA

Par ailleurs, le président Tebboune s'est entretenu, jeudi, avec son homologue turc, Recep Tayyip Erdoğan, à l'occasion de l'Aïd El-Adha.

Selon un communiqué de la Présidence de la République, les deux chefs d'État ont échangé leurs vœux, souhaitant davantage de stabilité, de progrès et de

prospérité aux deux peuples frères.

Lors de cet entretien téléphonique, les deux Présidents ont évoqué les voies et moyens de soutenir et de renforcer la coopération bilatérale dans divers domaines, notamment à la suite de la récente visite effectuée par le président de la République en Turquie et des perspectives prometteuses qu'elle a ouvertes en vue du renforcement du partenariat stratégique entre les deux pays frères.

Les discussions ont porté sur plusieurs questions bilatérales, avec un accent particulier sur le renforcement des partenariats économiques stratégiques ainsi que sur les développements régionaux.

Au cours de cet échange, le président

Erdoğan a réaffirmé la volonté d'Ankara de consolider et d'élargir la coopération avec l'Algérie dans plusieurs secteurs clés, notamment le commerce, l'énergie et l'industrie de défense.

Il a souligné que les deux pays poursuivent leurs efforts afin de renforcer leurs partenariats stratégiques et d'intensifier leur coopération économique, en cohérence avec la dynamique positive que connaissent les relations entre Alger et Ankara. Le président turc a également insisté sur l'importance de développer des mécanismes de coopération efficaces, susceptibles de contribuer à la prospérité et à la stabilité des deux pays, tout en consolidant leurs partenariats à l'échelle régionale. Les deux chefs d'État ont enfin échangé leurs points de vue sur plusieurs questions régionales et internationales, notamment les initiatives visant à promouvoir la paix et la stabilité dans leur environnement régional élargi.

Ces dernières années, les relations entre l'Algérie et la Turquie ont connu un développement significatif, notamment dans les domaines de l'énergie, des infrastructures, du commerce, de la coopération industrielle et des investissements. L'Algérie demeure l'un des principaux partenaires commerciaux de la Turquie en Afrique, les deux pays affichant leur volonté commune d'accroître davantage le volume de leurs échanges et de renforcer leur coordination stratégique.

R. N.

AÏD EL ADHA

Le message du Président au peuple algérien

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a adressé, mardi, ses vœux au peuple algérien à l'occasion de l'Aïd El-Adha, mettant en avant les efforts de l'État pour permettre aux citoyens d'accomplir le rite du sacrifice dans les meilleures conditions. Dans un message adressé aux Algériens, en Algérie comme à l'étranger, le président de la République a présenté ses meilleurs vœux à l'occasion de cette fête religieuse, priant Allah Tout-Puissant de renouveler cet événement dans la prospérité et les bénédictions pour l'Algérie. Le chef de l'État a souligné que l'Aïd El-Adha demeure une fête porteuse des valeurs de foi, de sacrifice et de solidarité auxquelles le peuple algérien est profondément attaché. Il a affirmé que les pouvoirs publics ont veillé, conformément à la vocation sociale de l'État algérien, à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'accompagner les citoyens et de leur permettre d'accomplir le rite du



sacrifice dans les meilleures conditions. Le président Tebboune a également insisté sur l'importance de préserver les valeurs d'entraide et de solidarité et de

répandre la joie de cette fête dans tous les foyers algériens. Par ailleurs, le président de la République a adressé ses prières aux pèlerins algériens accomplissant les rites du Hadj, implorant Allah de protéger les fidèles, d'agréer leurs œuvres et de les ramener sains et saufs auprès de leurs familles. Dans son message,

Abdelmadjid Tebboune a aussi exprimé son soutien au peuple palestinien, priant pour l'allègement des souffrances qu'il endure. Le chef de l'État a tenu également à saluer les efforts des différents corps de métier, institutions et équipes mobilisées durant les jours de l'Aïd, les remerciant pour leur dévouement au service des citoyens et leur contribution à la continuité du service public. En conclusion, le président de la République a prié Allah Tout-Puissant de préserver l'Algérie et son peuple, de perpétuer les bienfaits de la sécurité et de la stabilité, tout en ayant une pensée pour les valeureux martyrs de la nation. Le Président a conclu son message en souhaitant un Aïd moubarak à tous les Algériens et en réaffirmant son attachement à «une Algérie libre, digne et fière».

L'HOMMAGE À L'ANP, AUX CORPS CONSTITUÉS ET MÉDICAL

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a également adressé, mercredi, ses vœux aux membres de l'Armée nationale populaire (ANP), de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale, de la Protection civile et des Douanes, ainsi qu'aux médecins, aux travailleurs et à l'ensemble du personnel du secteur de la santé, à l'occasion de l'Aïd El-Adha. «A l'occasion de l'Aïd El-Adha, j'adresse mes vœux à tous les membres de l'Armée nationale populaire, digne héritière de l'Armée de libération nationale, à travers toutes les Régions militaires, officiers, sous-officiers et hommes de rang, notamment ceux qui veillent sur nos frontières», a écrit le président de la République sur son compte sur les réseaux sociaux. Le président de la République a également adressé ses vœux aux membres de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale, de la Protection civile et des Douanes. «A l'occasion de l'Aïd El-Adha, j'adresse mes vœux aux membres de la Gendarmerie nationale, de la Sûreté nationale, de la Protection civile et des Douanes. Je vous souhaite plein succès dans vos missions», a-t-il écrit. Le président de la République a aussi adressé ses vœux aux médecins et au personnel du secteur de la santé. «A l'occasion de l'Aïd El-Adha, j'adresse mes vœux aux médecins, aux travailleurs et à l'ensemble du personnel du secteur de la santé. Aïd moubarak», a écrit le président de la République sur son compte.

PRIÈRE DE L'AÏD

Le recteur de Djamaâ El Djazaïr appelle à multiplier les bonnes actions

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a accompli, mercredi matin, à Djamaâ El-Djazaïr, à Mohammadia (Alger), la prière de l'Aïd El-Adha, dans un climat de piété et de sérénité. De hauts responsables de l'Etat, des membres du gouvernement et des représentants du corps diplomatique arabe et musulman accrédité en Algérie, ainsi que de nombreux fidèles ont également accompli la prière de l'Aïd dans cet édifice religieux et civilisationnel. Dans les deux prêches de la prière de l'Aïd, le recteur de Djamaâ El-Djazaïr, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini, a mis en avant

les vertus du pèlerinage et la finalité de l'Aïd El-Adha, qui «incarne les valeurs de foi, de solidarité, de bienfaisance, de patience et de rapprochement d'Allah», appelant à multiplier les bonnes actions en ce jour béni, à travers l'aumône aux plus démunis, le raffermissement des liens de parenté, le pardon, la réconciliation et la diffusion de l'esprit d'entraide et de solidarité. A cette occasion, Cheikh Mohamed Maâmoun Al Kacimi Al Hoceini a rappelé «les bienfaits de la sécurité et de la stabilité dont jouit notre pays», soulignant que «l'on préserve les nations par l'unité, le travail, la loyauté et le rejet des voix de la discorde». Après la prière, le président de la République a reçu les vœux de hauts responsables de l'Etat, de représentants du corps diplomatique arabe et musulman accrédité en Algérie et de nombreux citoyens.

**Législatives
2026**

La bataille électorale glisse vers les prétoires

Dans ce climat de controverse, le principe de «moralisation de la vie politique» s'impose comme l'un des fondements majeurs des décisions d'exclusion.

À mesure que s'approchent les élections législatives du 2 juillet, la compétition politique semble quitter progressivement les estrades de campagne pour s'installer dans les salles d'audience. L'exclusion de nombreux candidats a ouvert une séquence inédite où les partis engagent une bataille juridique parallèle, centrée sur les recours devant les tribunaux administratifs. Dans ce climat de controverse, le principe de «moralisation de la vie politique» s'impose comme l'un des fondements majeurs des décisions d'exclusion. Appliquée pour la première fois à grande échelle, cette disposition du code électoral suscite de vives interrogations en raison de son caractère général et de ses contours jugés «flous», laissant place à des interprétations multiples. Entre défense de l'intégrité du scrutin et dénonciation d'une lecture extensive des textes, les formations politiques et les autorités électorales s'affrontent désormais sur le terrain juridique, dans un climat où chaque candidature contestée devient un dossier contentieux.

DES LISTES DÉCIMÉES

Sur le terrain, plusieurs partis font face à une vague d'exclusions ayant touché des dizaines de candidatures, parfois jusqu'à des listes entières dans certaines circonscriptions. Une situation qui oblige les formations politiques à activer en urgence les mécanismes de remplacement. Selon plusieurs responsables politiques, les décisions d'annulation reposeraient sur des critères liés à des soupçons de liens avec des réseaux d'«argent sale», une justification contestée par les partis concernés. Ces derniers dénoncent une application



rigoureuse, voire «extensive», de dispositions juridiques perçues comme contraignantes et difficiles à anticiper. Le parti Jil Jadid affirme ainsi que plusieurs de ses candidatures ont été rejetées, y compris dans les circonscriptions de la diaspora, évoquant des décisions intervenues à la veille de l'Aïd al-Adha, dans un contexte de délais de recours particulièrement serrés. Dans différentes déclarations, des formations politiques dénoncent une montée en puissance du rôle administratif dans la sélection des candidatures, au détriment du suffrage populaire. Cette lecture critique alimente l'idée d'un déséquilibre dans le processus de validation des listes électorales.

Parallèlement, d'autres partis de la scène politique, y compris parmi les formations

de soutien au pouvoir comme le FLN, le RND, El-Moustakbal ou El-Bina, ont également été concernés par des rejets dans différentes wilayas, sans réaction publique marquée. Ce silence est interprété de diverses manières sur la scène politique.

Les autorités électorales, de leur côté, s'appuient sur des rapports administratifs et sécuritaires évoquant des liens supposés entre certains candidats et des milieux d'affaires suspects, considérés comme susceptibles d'influencer le vote.

UNE BASE LÉGALE AU CŒUR DE LA CONTROVERSE

Le dispositif juridique en question repose principalement sur l'article 200 du code électoral de 2021, notamment son alinéa 7, qui exige que le candidat ne soit pas associé

publiquement à des réseaux d'affaires jugés douteux. Une formulation jugée large, laissant une marge d'appréciation importante dans son application.

Cette disposition, combinée au principe général de «moralisation de la vie politique», constitue aujourd'hui le principal fondement des décisions de rejet. Mais sa mise en œuvre soulève de nombreuses critiques, notamment en raison de l'absence de critères précis et de la dépendance à des éléments d'appréciation administrative.

LES RECOURS, DERNIÈRE LIGNE DE DÉFENSE

Face à ces décisions, la loi électorale prévoit un dispositif de recours rapide mais strictement encadré. Les candidats ou les listes disposent de 48 heures pour saisir le tribunal administratif compétent après notification du rejet. Celui-ci doit statuer dans un délai équivalent.

En cas de confirmation de l'exclusion, un appel peut être introduit devant la juridiction administrative supérieure, avec un nouveau délai de décision de 48 heures. Ce mécanisme accéléré vise à trancher les contentieux avant la tenue du scrutin.

Si l'exclusion est définitivement confirmée, les partis disposent encore d'une marge limitée pour remplacer les candidats concernés, dans un délai fixé à 25 jours avant le vote. Mais cette possibilité reste fragile : tout nouveau rejet peut entraîner la perte définitive du droit de substitution. Dans ce contexte marqué par la polémique, les élections prennent ainsi une dimension judiciaire inédite, où la validité des candidatures devient un enjeu central, parfois autant que la campagne elle-même.

Assia M.

PRÉVENTION ET LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT DE CAPITAUX Nouveau règlement pour les comptables

Le dispositif national de lutte contre le blanchiment d'argent vient d'être renforcé par la mise en place d'un règlement à l'égard des experts-comptables, des commissaires aux comptes et des comptables agréés. Publié au Journal officiel n°38 du 25 mai 2026, ce règlement a pour objet de définir les mesures de prévention et de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive, qui doivent être mises en place par les assujettis relevant du Conseil national de la comptabilité, en sa qualité d'autorité de régulation, de contrôle et/ou de surveillance.

APPROCHE FONDÉE SUR LES RISQUES

Dans son article 4, l'arrêté précise que les assujettis doivent prendre en compte la dimension de leur activité professionnelle ainsi que les risques liés au blanchiment de capitaux, au financement du terrorisme et au financement de la prolifération des armes de destruction massive. Ils doivent ainsi formaliser toute prestation réalisée pour leurs clients par une convention écrite, contresignée par les deux parties. Ils sont tenus de respecter leur devoir de vigilance en mettant en place et en tenant à jour des programmes écrits de prévention, de détection et de lutte contre ces phénomènes. Le règlement précise également que l'analyse et l'évaluation des risques auxquels les assujettis sont exposés



doivent être effectuées au moins une fois par an et, en tout état de cause, dès qu'un événement affecte significativement les activités, la clientèle ou les implantations des cabinets de comptabilité et/ou d'audit, ou lorsque des informations émanant des autorités compétentes sont susceptibles de modifier l'évaluation des risques. Ces évaluations doivent être documentées, tenues à jour et mises à la disposition des autorités compétentes, à leur demande, par le biais de mécanismes appropriés.

VIGILANCE À L'ÉGARD DU CLIENT

Les assujettis doivent développer et appliquer des politiques et des procédures de connaissance de la clientèle, intégrant les éléments essentiels de la gestion des risques et des dispositifs de contrôle.

Il est interdit aux assujettis de tenir des dossiers anonymes ou fictifs. L'article 11 précise que les assujettis doivent identifier et vérifier l'identité du client avant l'établissement de la relation contractuelle ou l'exécution d'une opération.

Cette procédure doit permettre d'établir l'identité et l'adresse du client ou de son représentant légal, ainsi que, le cas échéant, celle du ou des bénéficiaires effectifs, en plus de l'objet et de la nature de la relation d'affaires ou de l'opération occasionnelle. Cette obligation s'applique également aux mandataires et à toute personne agissant pour le compte du client.

Les assujettis doivent, par ailleurs, exercer une vigilance constante tout au long de la relation d'affaires, notamment en procédant à un examen attentif des opérations

effectuées afin de s'assurer de leur cohérence avec la connaissance du client, ses activités économiques et son profil de risque, y compris, le cas échéant, l'origine des fonds.

SURVEILLANCE ET DÉCLARATION DE SOUPÇON

Les assujettis doivent conserver les documents et répondre avec célérité aux demandes des autorités compétentes en mettant à leur disposition tous les documents relatifs aux opérations effectuées au niveau national et international, y compris les rapports confidentiels, pendant une durée d'au moins cinq ans à compter de la date d'exécution de l'opération.

Ils sont soumis à l'obligation de déclaration de soupçon dans les formes prévues par la réglementation en vigueur. Selon l'article 24, lorsqu'ils suspectent ou ont des motifs raisonnables de suspecter qu'une opération porte sur des fonds issus d'une infraction ou liés au blanchiment de capitaux, ils doivent surseoir à l'exécution de toute opération et en informer immédiatement la cellule de traitement du renseignement financier. La déclaration doit être effectuée sans délai et porte également sur les tentatives d'opérations suspectes, même lorsqu'il n'a pas été possible de bloquer leur exécution ou lorsqu'elles ont déjà été réalisées. La déclaration de soupçon est exclusivement destinée à la cellule de traitement du renseignement financier.

S. Smati

JEAN-NOËL BARROT TACLE RETAILLEAU SUR L'ALGÉRIE «Le bras de fer a échoué»

Paris privilégie une relance pragmatique du dialogue bilatéral.

Après le ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez, c'est au tour du ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, de tacler sévèrement l'ancien ministre de l'Intérieur Bruno Retailleau, partisan d'un bras de fer avec l'Algérie.

À la tête du ministère de l'Intérieur de septembre 2024 à octobre 2025, le chef des Républicains a mené un bras de fer avec Alger. Une politique qui a conduit les relations entre les deux pays dans l'impasse, provoquant le blocage total de toutes les coopérations, y compris sécuritaire.

UNE STRATÉGIE JUGÉE INEFFICACE

Avec le dégel, les critiques contre Bruno Retailleau et sa politique, qui n'a produit aucun résultat, se multiplient. La dernière en date est venue du ministre des Affaires étrangères Jean-Noël Barrot.

«Il y a des désaccords sur la méthode poursuivie. Il se trouve que, dans les temps récents, le bras de fer a été tenté et il n'a pas produit les effets escomptés», a déclaré le chef de la diplomatie française lors de son audition à l'Assemblée nationale le 26 mai dernier.

REPRISE DE LA COOPÉRATION

Depuis la visite à Alger du ministre de l'Intérieur Laurent Nuñez en février dernier, les deux pays ont repris la coopération migratoire et sécuritaire, après plusieurs mois d'arrêt. L'Algérie a notamment repris la délivrance des laissez-passer consulaires pour le rapatriement de ses ressortissants en situation irrégulière.



«Des ministres français se sont rendus sur place, des ministres algériens vont venir en France pour tenir un dialogue franc et exigeant afin d'obtenir des résultats», a enchaîné Barrot, en réponse à ceux qui réclament la poursuite de la ligne dure avec l'Algérie.

VERS UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES RÉSULTATS

Le chef de la diplomatie française a affirmé que des «résultats commencent à être obtenus, notamment sur la question migratoire», rappelant que la logique de bras de fer avait conduit à une quasi-paralyse de la coopération dans ce domaine.

Invité de France Inter, Jean-Noël Barrot a également déclaré ne pas vouloir «céder à cette conflictualité entretenue de part et d'autre», plaidant pour une relation basée sur des résultats concrets plutôt que sur l'escalade politique et médiatique.

Interrogé sur la visite prochaine à Paris du ministre algérien Saïd Sayoud, le chef de la diplomatie française a rappelé les priorités du gouvernement : lutte contre le narcotrafic, coopération sur les expulsions de ressortissants en situation irrégulière, reprise des échanges économiques, ainsi que le dossier du journaliste français Christophe Gleizes, détenu en Algérie.

«Nous ne cherchons pas le réchauffement pour le réchauffement», a-t-il insisté, soulignant la volonté de Paris d'obtenir des résultats concrets dans la relation bilatérale.

UN DIALOGUE ASSUMÉ MALGRÉ LES TENSIONS

Le ministre a confirmé que le dossier de Christophe Gleizes serait abordé lors des discussions, se disant confiant quant à une issue favorable.

Il a également estimé que «le rapport de force doit toujours être mis au service du dialogue et non s'y substituer», assumant une approche pragmatique des relations franco-algériennes. Enfin, Jean-Noël Barrot a plaidé pour une relation «normalisée» avec l'Algérie, qualifiée de «grand pays d'Afrique», insistant sur la nécessité de résultats tangibles sur les plans sécuritaire et économique.

SAÏD SAYOUD À PARIS LES 1ER ET 2 JUIN

Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, effectuera une visite à Paris les 1er et 2 juin à la tête d'une importante délégation.

Il s'agit de la première visite officielle d'un haut responsable algérien en France depuis le début de la crise franco-algérienne en juillet 2024. Ce déplacement s'inscrit dans le prolongement de la visite à Alger, en février dernier, du ministre français de l'Intérieur, et vise à renforcer la coopération bilatérale, notamment dans le domaine de la sécurité.

H. Adryen

GRATUITÉ DE L'ACCÈS AUX PLAGES

Les règles d'exploitation renforcées

Le gouvernement a publié un nouveau décret exécutif encadrant l'exploitation touristique des plages ouvertes à la baignade, afin de renforcer la gratuité des espaces balnéaires et de garantir l'accès libre aux estivants.

Publié au Journal officiel (n°36), le texte modifie le décret de 2004 et consacre la gratuité d'accès aux plages, tout en interdisant toute appropriation exclusive des espaces côtiers.

Il fixe à 30% la part maximale pouvant être concédée à l'exploitation touristique, contre 70% d'espaces obligatoirement libres et accessibles au public. Le décret prévoit également un plan d'aménagement des plages, l'installation de panneaux d'information, ainsi que des accès adaptés aux personnes en situation de handicap.

Les concessions seront attribuées par appel d'offres ouvert, sous le contrôle d'une commission de wilaya chargée du suivi et du respect des cahiers des charges. Cette mesure vise à mieux organiser la saison estivale et à préserver le caractère public et gratuit des plages.

IMMOBILIER VERTICAL

Aucune limite nationale



Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, a indiqué qu'il n'existe pas en Algérie de cadre national unifié définissant, de manière standardisée, la hauteur maximale des constructions selon les zones. Il a précisé que l'encadrement des projets immobiliers repose sur un dispositif juridique et technique global, tenant compte des caractéristiques propres à chaque site.

Cette précision a été apportée dans une réponse écrite adressée à un député de l'Assemblée populaire nationale.

Le ministre a souligné que la réalisation d'immeubles de grande hauteur demeure techniquement envisageable, y compris dans les zones à forte activité sismique, sous réserve du strict respect des règles parasismiques algériennes (RPA 2024), entrées en vigueur par arrêté ministériel du 24 juin 2024. Celles-ci définissent notamment la classification des zones sismiques ainsi que les coefficients d'accélération à prendre en compte.

DES EXIGENCES TECHNIQUES RENFORCÉES

Ces projets nécessitent, a-t-il ajouté, des études approfondies en géotechnique, en dynamique des structures et en ingénierie, afin de garantir la sécurité des ouvrages face aux risques naturels, notamment les séismes et les glissements de terrain.

Les constructions sont également soumises au règlement relatif aux charges de neige et aux effets du vent, en vigueur depuis 2013, qui encadre l'impact des conditions climatiques sur les structures en fonction de

leur hauteur et de leur implantation géographique, en particulier dans les zones côtières.

Le cadre urbanistique repose, par ailleurs, sur les principaux instruments de planification, à savoir le Plan directeur d'aménagement et d'urbanisme (PDAU) et le Plan d'occupation des sols (POS), qui fixent les règles relatives à la densité, à la hauteur des constructions et au coefficient d'occupation des sols.

Les programmes immobiliers en hauteur sont également soumis à des normes strictes en matière de sécurité incendie,

conformément à la loi n° 19-02, incluant notamment les dispositifs d'évacuation, les sorties de secours, les systèmes d'alerte et les équipements de lutte contre l'incendie.

VERS UN ENCADREMENT TECHNIQUE

Le ministre a enfin indiqué que son département travaille à l'élaboration d'un référentiel technique spécifique dédié à la conception et à la sécurité des immeubles de très grande hauteur. Ce chantier est mené en coordination avec plusieurs secteurs ministériels, en attendant la finalisation des textes réglementaires y afférents.

Enfin, il a rappelé que le recours à la verticalisation urbaine ne constitue ni une règle générale ni une orientation systématique, mais une option conditionnée par des études globales intégrant les données techniques, urbaines et les capacités des réseaux publics. Chaque projet est ainsi évalué individuellement selon ses spécificités.

CRÉSUS

Quotidien national, édité par la SARL CELIGNE Éd. & Com.

DIRECTEUR DE PUBLICATION
SAMIR MEHALLA
celigned@gmail.com
cresusdz@gmail.com
Tél. : 044 40 74 96

DIRECTEUR DE REDACTION
SAÏD MEKLA

REDACTRICE EN CHEF
ASSIA MEKHENNEF

Rédaction/Administration
MAISON DE LA PRESSE
TAHAR DJAOUT
1, RUE BACHIR ATTAR
1^{er} MAI - ALGER

Marketing : 0770 150719
dp@cresus.dz
Site : www.cresus.dz
R. C. : 15B 0808682- 09/00

Impression : EPE/SPA SIMPRAL
20 rue de la liberté Alger
Tirage : 3000 exemplaires

« Pour votre publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de publicité »

Agence ANEP 01, avenue pasteur- Alger

Tél : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48/020.05.13.45
020.05.13.77

E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

PERMANENCE DE L'AÏD AL ADHA

Plus de 53 000 commerçants sur le pont

Seulement 13 infractions ont été enregistrées à l'échelle nationale.

Le ministère du Commerce intérieur et de la Régulation du marché national a mis en avant, jeudi dernier, la forte adhésion des commerçants au système de permanence mis en place durant les fêtes de l'Aïd El-Adha.

Selon un communiqué officiel, 53 698 commerçants ont assuré la continuité de leurs activités durant le deuxième jour de l'Aïd, sur un total de 53 711 opérateurs concernés.

Cette mobilisation, qualifiée de «large et responsable», a été confirmée par l'Association nationale des commerçants et artisans, qui a souligné l'engagement des professionnels à garantir l'approvisionnement des citoyens en produits de première nécessité et en services essentiels.

Boulangers, bouchers, commerçants de fruits et légumes, épiciers, cafetiers et transporteurs ont ainsi maintenu leurs activités conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi 13-06 du 31 juillet 2013 relative à l'obligation de permanence. Plusieurs commerçants ont même ouvert volontairement leurs locaux sans figurer sur les listes officielles établies par les autorités.

SEULEMENT 13 INFRACTIONS ENREGISTRÉES

Le ministère a indiqué que seuls 13 commerçants ont été recensés pour non-respect de la permanence, principalement dans les wilayas de Batna, Mascara, Tiaret, El Oued, Annaba, El Tarf et Blida. Les infractions concernent essentiellement des commerces d'alimentation générale et des boulangeries.



Par ailleurs, l'application numérique «Morafikom» a enregistré 15 signalements provenant de plusieurs wilayas, notamment Alger, Oran, Constantine, Sétif et Boumerdès. Les réclamations portent sur le non-respect de la permanence, l'absence d'affichage des prix ainsi que des manquements aux règles d'hygiène.

Les brigades de contrôle ont immédiatement engagé des opérations de vérification sur le terrain et appliqué les mesures prévues par la législation en vigueur à l'encontre des contrevenants.

«Morafikom» au service des citoyens

Le ministère a également mis en avant le succès croissant de l'application «Morafikom», utilisée par 26.826 citoyens durant le deuxième jour de l'Aïd. Cet outil numérique permet aux consommateurs de signaler les infractions, de localiser les

commerces de permanence et de s'informer sur les services disponibles pendant les fêtes.

Le département ministériel a réaffirmé sa volonté de poursuivre les opérations de contrôle et de renforcer les dispositifs numériques afin d'assurer la protection du consommateur, la disponibilité des produits de base et la continuité du service public.

LANCLEMENT DE LA COLLECTE DES PEaux DE MOUTON

Parallèlement, le ministère de l'Industrie a annoncé le lancement officiel de l'opération nationale de collecte des peaux issues des sacrifices de l'Aïd El-Adha 2026, sous le slogan : «Du sacrifice à l'usine... la peau est une valeur à ne pas gaspiller».

Cette campagne, déployée à travers

toutes les wilayas du pays, vise à valoriser les ressources locales, promouvoir l'économie circulaire, soutenir l'industrie nationale et réduire les importations.

La première journée de l'opération a été marquée par une forte mobilisation des différents intervenants, notamment la holding textiles et cuirs Getex, les autorités locales, les associations ainsi que les équipes de collecte mobilisées sur le terrain.

UNE DÉMARCHE ÉCONOMIQUE ET ENVIRONNEMENTALE

Selon Fazia Ameziani, sous-directrice de la politique environnementale et urbaine au ministère de l'Environnement et de la Qualité de la vie, cette campagne s'inscrit dans une stratégie nationale de gestion intégrée des déchets et de développement du recyclage. Elle a expliqué que la valorisation des peaux de moutons permet non seulement de protéger l'environnement et d'améliorer l'hygiène publique, mais aussi de créer de la valeur économique à travers leur recyclage et leur réutilisation comme matière première. Les citoyens sont ainsi appelés à préserver les peaux des sacrifices en les salant et en les séchant correctement avant de les déposer dans les points de collecte dédiés. Des campagnes de sensibilisation sont menées chaque année afin d'informer la population sur les méthodes de conservation et les horaires de dépôt.

Un dispositif spécial de gestion des déchets est également activé durant l'Aïd afin d'assurer le tri, le salage et la préservation des peaux dans les centres d'enfouissement technique, en vue de leur transformation industrielle.

I. Kherrane

EAU POTABLE

Approvisionnement globalement régulier

Le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a salué, mercredi, à Alger, les efforts déployés au niveau des réseaux de distribution d'eau potable pour assurer un approvisionnement régulier et continu dans la majorité des communes des wilayas d'Alger et de Tipasa. Objectif : permettre aux citoyens de célébrer l'Aïd El-Adha dans des conditions jugées

«idoines», selon un communiqué du ministère. Le ministre a mis en avant la mobilisation des agents et travailleurs du secteur, en coordination avec les autorités locales, estimant qu'elle a per-

mis d'assurer un service public de qualité durant cette période marquée par une forte demande en eau.

Cette déclaration a été faite à l'issue d'une visite de terrain effectuée par le ministre, le matin du premier jour de l'Aïd, au centre de contrôle et de télégestion de la Société des eaux et de l'assainissement d'Alger (SEAAAL). Cette visite avait pour objectif de s'enquérir du déroulement de l'opération de distribution d'eau potable dans les wilayas d'Alger et de Tipasa, où une alimentation qualifiée de «régulière et continue» a été

enregistrée dans la plupart des communes.

Dans le même cadre, Bouzegza a tenu une réunion par visioconférence avec le directeur de l'hydraulique de la wilaya de Tipasa. Cette rencontre a permis d'obtenir des explications détaillées sur les conditions d'approvisionnement des habitants en eau potable durant les premiers jours de l'Aïd.

GESTION DES PERTURBATIONS

Le ministre a également visité le centre d'accueil téléphonique opérationnel (CATO), où il a insis-

té sur la nécessité de prendre en charge rapidement les préoccupations des citoyens, tout en apportant les explications nécessaires en cas de perturbations ou de pannes.

Il a souligné l'importance d'une réactivité accrue des services concernés afin de maintenir la qualité du service public et de renforcer la confiance des usagers, particulièrement en période de forte consommation.

CONTRÔLE DE LA QUALITÉ

Dans le même sillage, le ministre a inspecté le laboratoire central de la Seaal, mettant l'ac-

cent sur l'importance d'assurer un contrôle permanent de la qualité de l'eau distribuée. Il a appelé au respect strict des normes sanitaires en vigueur afin de garantir la sécurité de l'eau au niveau des différents réseaux.

À cette occasion, Lounès Bouzegza a affirmé qu'il suit «personnellement et de près» le déroulement de l'opération de distribution d'eau potable à l'échelle nationale. Il a insisté sur la nécessité d'assurer la continuité et l'amélioration du service public, notamment lors des périodes marquées par une forte demande.

AÏD EL-ADHA

Sonelgaz active un plan exceptionnel

Le groupe Sonelgaz a mis en œuvre un plan exceptionnel à l'échelle nationale à l'occasion de l'Aïd El-Adha et du week-end, visant à garantir la continuité et la qualité de l'approvisionnement en électricité et en gaz à travers l'ensemble des wilayas du pays. Ce dispositif repose sur une mobilisation globale de ses différentes filiales, couvrant l'ensemble de la chaîne énergétique, de la production à la distribution.

Dans un communiqué publié hier, le groupe public a indiqué que toutes les ressources humaines et matérielles ont été mobilisées pour assurer le bon fonctionnement du réseau énergétique durant cette

période de forte demande. Sonelgaz a précisé que les équipes d'intervention et de maintenance ont été placées en état de vigilance permanente, 24h/24, afin de garantir une réaction rapide et efficace en cas d'incident. L'objectif est d'assurer la continuité du service public et d'éviter toute perturbation susceptible d'affecter les citoyens pendant les jours de fête. Par ailleurs, les systèmes de surveillance et de contrôle des réseaux électriques et gaziers ont été renforcés au niveau des centres nationaux et régionaux. Ces structures poursuivent leur activité en continu afin de suivre en temps réel l'état des installations de production et

des réseaux énergétiques, et de veiller à la stabilité de l'approvisionnement sur l'ensemble du territoire. Un dispositif spécial pour la distribution Au niveau de la distribution, Sonelgaz-Distribution a mis en place un plan opérationnel spécifique. Celui-ci comprend la mobilisation de plus de 1.300 équipes d'intervention électricité et gaz réparties à travers le pays, ainsi que près de 900 cadres de permanence au niveau des structures centrales et locales. Ces équipes sont chargées d'assurer un suivi permanent de la situation sur le terrain et d'intervenir immédiatement en cas de besoin, afin de garantir la continuité du

service. Le groupe a également renforcé les ressources humaines de son centre national d'appels afin d'assurer une meilleure prise en charge des préoccupations des citoyens. Le numéro 3303 reste opérationnel 24h/24 pour recevoir les signalements et répondre aux demandes d'information relatives aux services de l'électricité et du gaz. Sonelgaz souligne que ce dispositif s'inscrit dans le cadre de son engagement à garantir un service public de qualité et à assurer l'approvisionnement énergétique des citoyens dans les meilleures conditions, notamment durant les périodes de forte consommation comme les fêtes religieuses.

UN MILLIARD DE DOLLARS DE RÉSERVES ET UNE CROISSANCE DE 4,1% Les nouveaux chiffres de l'économie nationale

Malgré un contexte international marqué par des tensions géopolitiques, la fluctuation du marché énergétique et les incertitudes pesant sur l'économie mondiale, l'Algérie continue d'afficher des indicateurs macroéconomiques assez solides.

La Banque africaine de développement (BAD) a revu à la hausse ses prévisions de croissance pour l'Algérie, portant le PIB réel à 4,1% en 2026, contre 3,4% précédemment anticipés. Cette révision reflète une amélioration des perspectives économiques, soutenue par l'investissement public, la dynamique des infrastructures et la reprise progressive des secteurs hors hydrocarbures.

Ces estimations figurent dans le rapport «Perspectives économiques en Afrique 2026», publié par la BAD à Brazzaville. Le document souligne que l'Algérie maintient une trajectoire de croissance positive malgré un environnement international incertain, marqué par les tensions géopolitiques et la volatilité des marchés énergétiques.

En 2025, la croissance s'est établie à 3,3%, après 3,6% en 2024, avant une accélération attendue en 2026.

L'inflation a fortement reculé, passant de 4,4% en 2024 à 1,7% en 2025, soutenant le pouvoir d'achat et offrant davantage de marge à la politique monétaire, dont le taux directeur a été abaissé à 2,5% début 2026.

FINANCES PUBLIQUES

Sur le plan budgétaire, le déficit reste élevé, à 14% du PIB en 2025, avec une dépendance persistante aux revenus des hydrocarbures. Toutefois, la dette extérieure demeure très faible, inférieure à 2% du PIB, tandis que la dette publique totale est



estimée à 48,1% du PIB.

Les réserves de change restent confortables, à 47,1 milliards de dollars fin 2025, couvrant plus de 15 mois d'importations, malgré un léger creusement du déficit du compte courant à 1,7% du PIB.

STABILITÉ DU SECTEUR BANCAIRE

Le secteur bancaire demeure stable, avec une progression du crédit à l'économie supérieure à 5%, bien que la finance islamique reste encore limitée.

La BAD souligne que la croissance reste fortement dépendante des hydrocarbures et appelle à accélérer la diversification éco-

nomique, notamment à travers le développement des secteurs productifs, la mobilisation de la diaspora et la modernisation du marché financier.

LA LIGNE FERROVIAIRE ALGER-TAMNRSSET, STRATÉGIQUE POUR L'AFRIQUE

Par ailleurs, le projet de ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset est présenté comme l'une des infrastructures les plus transformatrices en Afrique, jouant un rôle clé dans la mise en œuvre de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf).

La vice-présidente principale de la BAD,

Marie-Laure Akin-Olugbade, a indiqué que le financement du premier tronçon (Laghouat-Ghardaïa-El Meniaâ) constitue le plus grand projet de la Banque en Algérie.

Ce corridor transsaharien illustre l'importance des infrastructures de connectivité pour renforcer l'intégration économique africaine.

Desservant les wilayas d'Alger, Laghouat, Ghardaïa, El Meniaâ, In Salah et Tamanrasset, la mise en service de cette ligne est prévue pour fin 2028, selon les instructions des autorités algériennes, qui qualifient ce projet de «pari du siècle», au même titre que celui de Gara Djebilet.

FINANCEMENTS RECORD DE LA BAD

Le Groupe de la BAD et le Fonds africain de développement (FAD) ont approuvé, en 2025, un montant global de 11 milliards de dollars de financements, le deuxième plus élevé de leur histoire.

Ces investissements devraient générer 4,1 millions d'emplois directs et indirects.

La vice-présidente chargée des finances, Hassatou N'Sele, a indiqué que plus de 47 milliards de dollars ont été mobilisés sur les marchés financiers entre 2021 et 2025, avec un programme record attendu à 12 milliards de dollars en 2026.

Enfin, lors des African Banker Awards, la banque panafricaine Ecobank a été distinguée Banque de l'année.

R. N.

INTÉGRATION AFRICAINE L'Algérie au centre du jeu

L'Algérie a vocation à occuper une place centrale dans le développement africain, en raison de sa position géographique, de son poids économique et de son engagement constant en faveur de l'intégration régionale, a indiqué un responsable de la Banque africaine de développement (BAD).

Dans un entretien accordé à l'APS en marge des assemblées annuelles de la BAD à Brazzaville, Abdoukader Dileita, responsable du bureau pays du Groupe de la BAD pour l'Algérie, a souligné que plusieurs projets structurants, tels que le gazoduc transsaharien (TSGP), la Route de l'unité africaine et la dorsale transsaharienne à fibre optique, consacrent l'Algérie

comme un pivot naturel de l'intégration africaine.

UN ACTEUR CLÉ DU DÉVELOPPEMENT CONTINENTAL

Abordant le rôle de l'Algérie dans la dynamique continentale, Dileita a estimé que le pays est appelé à être un pilier du développement africain, une réalité, selon lui, confirmée par les faits et les chiffres. Il a notamment rappelé que l'Algérie est le troisième actionnaire africain de la BAD, une institution qui a mobilisé plus de 26 milliards de dollars en faveur de projets sur le continent. Il a également évoqué l'annulation de la dette de 18 pays africains ainsi que les contributions

régulières au Fonds africain de développement (FAD). Grâce à ses ressources énergétiques, sa superficie et son influence diplomatique, l'Algérie occupe une position stratégique majeure, constituant un pont naturel entre la Méditerranée, le Maghreb, le Sahel et l'Afrique subsaharienne. Le responsable a également mis en avant le rôle du pays dans la sécurité énergétique régionale, notamment à travers ses exportations de gaz naturel et les projets d'interconnexion énergétique.

COOPÉRATION SUD-SUD ET VISION DE DÉVELOPPEMENT

Dileita a salué la vision des

autorités algériennes en matière de coopération Sud-Sud et triangulaire, qu'il considère comme un levier de paix, de prospérité partagée et de développement durable.

Il a souligné les efforts de l'Algérie via l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, ainsi que sa contribution de 15 millions de dollars au Fonds africain de développement, saluée par la BAD. Le partenariat entre l'Algérie et la BAD ne se limite pas à une relation financière, mais repose sur une confiance durable et un partage d'expertise. Il a cité le financement du premier tronçon de la ligne ferroviaire Alger-

Tamanrasset comme exemple concret de cette coopération.

POTENTIEL AGRICOLE ET INDUSTRIEL

Enfin, l'Algérie dispose d'un savoir-faire reconnu dans le développement agricole en zones sahariennes, considéré comme un modèle pour le continent dans un contexte de changement climatique.

Le pays pourrait également jouer un rôle clé dans la sécurité alimentaire africaine grâce à sa capacité de production d'engrais phosphatés et azotés, présentés comme une alternative crédible face aux tensions sur les marchés internationaux.

UN CORRIDOR ÉNERGÉTIQUE CONTINENTAL Le TSGP au cœur des ambitions africaines

Le gazoduc transsaharien (TSGP) est appelé à jouer un rôle structurant dans la sécurité énergétique et l'intégration économique du continent, a indiqué la Banque africaine de développement (BAD), qui souligne le caractère

«hautement intégrateur» de ce projet régional. Le projet de gazoduc transsaharien (TSGP) constitue un corridor énergétique majeur destiné à renforcer la sécurité énergétique, l'intégration économique régionale et la coopération continentale, a déclaré le responsable du bureau pays de la Banque africaine de développement (BAD) pour l'Algérie, Abdoukader Dileita. S'exprimant en

marge des assemblées annuelles de la BAD à Brazzaville, il a indiqué que l'institution financière «salut une initiative hautement intégratrice, porteuse d'un fort potentiel régional».

UN PROJET À DIMENSION CONTINENTALE

Le gazoduc transsaharien (TSGP) vise à acheminer le gaz nigérian vers l'Algérie, puis vers l'Europe via les réseaux algériens. Long de 4.130 km et d'une capacité de 30 milliards de mètres cubes, il renforcerait la sécurité énergétique tout en consolidant les interconnexions régionales. Au-delà de

l'énergie, le projet est conçu comme un corridor économique destiné à stimuler l'industrialisation des zones traversées et à améliorer l'accès à l'énergie en Afrique de l'Ouest et du Nord. Soutenu au plus haut niveau, le TSGP a été qualifié de «maillon stratégique de la coopération continentale» par les autorités algériennes. La Banque africaine de développement (BAD) s'est dite prête à accompagner sa réalisation, directement ou via la mobilisation de partenaires financiers.

STABILITÉ ET INTÉGRATION RÉGIONALE

Selon Dileita, la stabilité au Sahel

dépend du développement économique, de la création d'opportunités et du renforcement de l'intégration régionale. Il a également mis en avant le rôle central de l'Algérie dans les dynamiques de coopération et de stabilisation. Dans le cadre du DSP 2025-2030, la BAD entend accompagner la diversification économique de l'Algérie à travers le développement des infrastructures, notamment dans les transports et l'énergie. L'Algérie dispose d'un fort potentiel en énergies renouvelables, notamment solaire, avec une convergence de vision entre Alger et la BAD en faveur du développement durable et de l'intégration africaine.

COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE

Accord stratégique Algérie-Azerbaïdjan

Derrière cet accord, l'Algérie confirme une orientation plus profonde : celle d'une diplomatie énergétique en recomposition, où les hydrocarbures ne sont plus une fin, mais un levier de transformation stratégique.

Par un décret présidentiel signé le 12 mai 2026, le président de la République Abdelmadjid Tebboune a ratifié un protocole d'accord stratégique entre l'Algérie et l'Azerbaïdjan destiné à renforcer les échanges bilatéraux dans les secteurs du pétrole, du gaz et des énergies émergentes.

Derrière la ratification du mémorandum de coopération énergétique entre l'Algérie et l'Azerbaïdjan, il ne s'agit pas seulement d'un partenariat technique dans les hydrocarbures. C'est un signal stratégique : Alger élargit progressivement son champ d'alliances énergétiques vers des acteurs non traditionnels, tout en préparant son positionnement dans les futures chaînes de valeur de l'énergie, notamment l'hydrogène.

Le décret présidentiel n° 26-195 du 12 mai 2026, portant approbation du mémorandum signé en 2022, formalise une coopération qui couvre l'ensemble du spectre énergétique : exploration, production, pétrochimie, transport, commercialisation, recherche et formation. Mais c'est moins la liste des secteurs concernés que la logique d'ensemble qui retient l'attention.

UNE DIVERSIFICATION DE PARTENARIATS

Jusqu'ici, la diplomatie énergétique algérienne s'est largement structurée autour de partenaires européens, africains et méditerranéens. L'ouverture vers l'Azerbaïdjan, acteur clé de la mer Caspienne via SOCAR, traduit une volonté plus large : multiplier les points d'ancrage dans un marché mondial de l'énergie devenu instable, fragmenté et hautement concurrentiel.

Cette coopération ne relève pas du symbole. Elle introduit un axe opérationnel concret entre Sonatrach et SOCAR, deux



compagnies nationales habituées à piloter des stratégies d'État dans des environnements complexes.

L'ENJEU DE LA CHAÎNE DE VALEUR

Au-delà des hydrocarbures, l'accord met en avant un enjeu central : la maîtrise de la chaîne de valeur énergétique. Commercialisation, logistique, transport, raffinage à l'étranger... L'Algérie cherche clairement à sortir d'une logique centrée sur l'exportation brute pour s'insérer dans des circuits plus intégrés.

L'approvisionnement à long terme en pétrole léger azerbaïdjanais vers les raffineries de Sonatrach Raffineria Italiana illustre cette évolution. Il ne s'agit plus uniquement de produire et vendre, mais d'optimiser les flux, sécuriser les approvision-

nements et consolider des positions sur les marchés européens via des actifs de transformation.

L'HYDROGÈNE : UN PARI ENCORE PROSPECTIF

La dimension la plus significative du texte reste toutefois l'ouverture vers l'hydrogène et les énergies propres. En intégrant à un accord dominé par les hydrocarbures, Alger envoie un message clair : la transition énergétique n'est plus un horizon abstrait, mais un champ de coopération diplomatique et industrielle.

Reste une réalité incontournable : entre les ambitions affichées et les capacités industrielles réelles, l'écart demeure important. L'hydrogène, notamment dans ses formes exportables, reste un marché en

construction, dépendant d'infrastructures lourdes, de technologies coûteuses et de cadres réglementaires encore instables.

Dans ce contexte, la coopération avec l'Azerbaïdjan apparaît davantage comme une phase d'apprentissage stratégique que comme un basculement immédiat vers une économie de l'hydrogène.

Le dispositif mis en place confirme une approche classique mais efficace : la centralité des États et de leurs entreprises nationales. Ministères de l'Énergie, Sonatrach, SOCAR... Le partenariat repose sur des acteurs publics capables d'engager des projets structurants, loin des logiques purement privées.

Les mécanismes de suivi, notamment le groupe de travail conjoint, traduisent cette volonté de pilotage politique direct. L'objectif est moins de déclarer une coopération que de la rendre opérationnelle, mesurable et durable.

UN ACCORD RÉVÉLATEUR D'UNE STRATÉGIE PLUS LARGE

Au fond, cet accord dit quelque chose de plus profond sur la trajectoire énergétique de l'Algérie : une stratégie de diversification prudente, mais continue. Ni rupture avec les hydrocarbures, ni transition brutale, mais une superposition progressive de nouveaux axes : pétrochimie, intégration logistique, partenariats extra-régionaux et exploration des énergies de demain.

L'Algérie ne sort pas du pétrole. Elle tente d'en élargir l'usage stratégique, tout en préparant, encore progressivement, son entrée dans les marchés énergétiques post-carbone.

C'est là toute la portée de ce mémorandum : moins un tournant qu'un repositionnement discret, mais révélateur, dans une géopolitique mondiale de l'énergie en recomposition rapide.

DRAGAGE PORTUAIRE

Création d'une société algéro-chinoise

L'Algérie franchit une nouvelle étape dans la modernisation de ses infrastructures portuaires. Le Groupe des travaux maritimes (GTM) et la China Harbour Engineering Company (CHEC) ont signé, mardi à Alger, un mémorandum d'entente pour la création d'une société mixte dédiée au dragage des ports algériens.

La cérémonie de signature s'est déroulée au siège du ministère des Travaux publics, en présence du ministre Abdelkader

Djellaoui et des responsables de plusieurs organismes spécialisés du secteur maritime. À travers ce partenariat, les autorités veulent répondre à un problème technique qui pénalise plusieurs ports du pays : l'insuffisance des profondeurs au niveau des quais et des chenaux de navigation. Cette situation limite l'accueil des grands navires et réduit les capacités commerciales de certaines infrastructures portuaires.

La future société aura donc

pour mission de rétablir les profondeurs réglementaires dans les ports algériens afin de faciliter l'accostage des navires de grande capacité et d'améliorer la fluidité du trafic maritime.

Créé en 2024, le GTM a justement été mis en place pour développer une expertise nationale dans les travaux maritimes et renforcer les moyens de l'Algérie dans le domaine du dragage, devenu stratégique pour le commerce extérieur.

De son côté, CHEC n'en est pas à sa première opération en Algérie. L'entreprise chinoise est déjà impliquée dans plusieurs projets d'infrastructures portuaires majeurs. En 2019, elle avait décroché un contrat de 445 millions de dollars pour la réalisation d'une jetée GNL au port de Skikda. Plus récemment, elle a participé au projet d'extension du port minéralier d'Annaba, lié au vaste partenariat phosphatier algéro-chinois conclu en 2022.

Ce nouvel accord illustre également le renforcement de la coopération économique entre Alger et Pékin, notamment dans les secteurs des infrastructures et de la logistique maritime.

Les détails de la future société mixte, notamment la répartition du capital ou les modalités du transfert de technologie, n'ont toutefois pas encore été rendus publics. Le calendrier de lancement officiel du projet reste également à préciser.

SIDÉRURGIE

L'Algérie s'impose sur le podium arabe

L'Algérie occupe la troisième place dans le monde arabe en matière de capacités opérationnelles de la sidérurgie en 2026, avec une production estimée à 8,7 millions de tonnes par an, selon un rapport de l'Unité de recherche sur l'énergie. Elle se positionne derrière l'Égypte (15,6 millions de tonnes) et l'Arabie saoudite (12 millions de tonnes). Les dix premiers pays arabes du secteur totalisent

plus de 59 millions de tonnes de capacité annuelle, soit environ 2,7 % de la capacité mondiale estimée à 2,216 milliards de tonnes. Le classement est complété par les Émirats arabes unis, le Maroc, Oman, l'Irak, le Qatar, la Syrie et la Libye. La majorité des pays arabes dépend des fours à arc électrique, contrairement à la tendance mondiale dominée par les fours à oxygène basique. À l'échelle mondiale,



la Chine domine largement le secteur avec 48 % des capaci-

tés, suivie de l'Inde, des États-Unis et du Japon.

PÉTROLE

Les prix marquent une pause

Les cours du pétrole continuent de baisser, hier, en attendant de nouveaux développements diplomatiques sur un possible accord entre les États-Unis et l'Iran, après des informations selon lesquelles un cadre qui permettrait la réouverture du stratégique détroit d'Ormuz avait été établi. Vers 09H30 GMT (11H30 HEC), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en juillet, dont c'est le dernier jour de cotation, perdait 1,17% à 92,61 dollars, bien en dessous du niveau de plus de 100 dollars auquel il avait commencé la semaine. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison le même mois, tombait de 1,78% à 87,32 dollars

DÉTENTE DURANT L'AÏD À ALGER

Les Promenades et espaces publics privilégiés

Plusieurs familles algéroises ont choisi de passer le deuxième jour de l'Aïd El-Adha dans les promenades et les espaces publics, en quête de détente et de loisirs, notamment en ce temps printanier qui caractérise cette période de l'année.

Les lieux de promenade et les espaces de jeux et de loisirs ont connu une forte affluence durant cette journée, a constaté l'APS, notamment au niveau de la promenade des Sablettes, destination privilégiée pour les familles en quête de repos et de distraction, et où de nombreux visiteurs sont venus profiter de la brise de mer, tandis que les enfants se sont adonnés aux jeux et animations proposés dans cet espace. D'autres familles ont opté pour les promenades El-Kettani (Bab el Oued), Ecopark (Oued Smar) ou la Prise d'eau (El Harrach), où elles ont le libre choix entre les activités récréatives, environnementales et ludiques, outre des espaces de jeux sécurisés et des spectacles de clowns pour les enfants. Le Jardin d'Essai d'El-Hamma, les forêts de Bouchaoui et de Bainem, ainsi que le Parc zoologique de Ben Aknoun ont, eux aussi, attiré les amateurs d'espaces verts, venus savourer le calme et la beauté de la nature. Cette occasion a également permis aux vendeurs de friandises et de jouets d'écouler leurs produits, tandis que d'autres familles ont préféré se rendre dans



les salons de thé et cafés longeant le front de mer, à l'instar de Bab Dzira coffee, lieu de prédilection de nombreux habitants de

la capitale. Au port El Djamilia à Aïn Benian, l'une des destinations touristiques les plus prisées par les familles, particulièrement

durant les vacances et les fêtes, les citoyens ont afflué pour profiter de son atmosphère singulière, empreinte de calme et de sérénité en bord de mer, immortalisant ces moments par des photos souvenirs, admirant les bateaux amarrés et profitant de sorties en mer en famille. A cet effet, plusieurs citoyens disent être sortis en quête d'un espace de détente et de loisirs pour eux-mêmes et pour leurs enfants, exprimant leur joie à l'occasion de l'Aïd, et leur satisfaction quant au niveau des infrastructures disponibles et des services assurés. La wilaya d'Alger avait mis en place un programme riche et varié à l'occasion de l'Aïd, au niveau des différentes places publiques, parcs et espaces forestiers, comprenant diverses activités récréatives, culturelles et artistiques. Elle a établi également un plan visant à assurer le transport, en mobilisant un nombre important de lignes et en adaptant les horaires de travail aux exigences de cette fête religieuse. L'Office des parcs, des sports et des loisirs d'Alger (OPLA) a veillé aussi à aménager les espaces touristiques et de loisirs pour accueillir les familles durant l'Aïd dans les meilleures conditions.

ENVIRONNEMENT

Grandes campagnes de nettoyage

Les autorités locales, à travers les différentes wilayas du pays, ont lancé de vastes campagnes de nettoyage grâce à une mobilisation générale des moyens humains et matériels, afin d'assurer une prise en charge optimale de l'enlèvement des déchets issus des sacrifices et de préserver la santé publique. Cette initiative s'inscrit dans le cadre de l'application des ins-

tructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, visant à garantir la propreté de l'environnement et à améliorer la qualité des services publics durant l'Aïd el-Adha.

Dans ce contexte, les communes ainsi que les établissements publics de wilaya et locaux ont mobilisé les équipes de nettoyage et d'intervention

sur le terrain, soutenues par des camions, des équipements et les moyens logistiques nécessaires. Des opérations continues ont ainsi été organisées pour l'enlèvement des déchets ménagers et des restes de sacrifice, ainsi que pour la collecte et le traitement des peaux de moutons, à travers les quartiers résidentiels, les zones urbaines, les marchés et les espaces publics. Les opéra-

tions de nettoyage, de lavage et de désinfection ont également été intensifiées dans les zones urbaines, conformément à un programme d'intervention établi afin d'assurer une action rapide et efficace, contribuant ainsi à maintenir la propreté des villes et à améliorer l'environnement des citoyens durant les jours de fête. Ces opérations s'inscrivent dans le cadre du

suivi continu et de la coordination permanente assurés par les services du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, traduisant la volonté des pouvoirs publics de garantir un service public efficace et d'offrir un environnement propre et sûr reflétant l'image civilisée de nos villes à l'occasion de cette fête religieuse bénie.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

19 morts et 581 blessés en 48 heures

Dix-neuf (19) personnes sont décédées et 581 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 48 heures dans plusieurs wilayas du pays, a indiqué, jeudi, un bilan de la Protection civile. Les bilans les plus lourds ont été enregistrés dans les wilayas d'Illizi, avec 3 morts et 5 blessés, Sidi Bel Abbes, avec 2 morts et 5 blessés, Djanet (2 morts), Skikda (2 morts) et Tamanrasset (2 morts), précise la même source. Par ailleurs, les secours de la Protection civile de la wilaya d'El Bayadh sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à 3 personnes incommodées par le monoxyde de carbone émanant d'un chauffe-eau dans la commune d'El Bayadh. En outre, les éléments de la Protection civile ont procédé à l'extinction de 5 incendies urbains, industriels et divers dans les wilayas de Sétif, Aïn Defla, Msila, Tamanrasset, Blida et Constantine. APS

MAISONS INONDÉES, CHAUSSÉE EFFONDREE, VIES SAUVÉES IN EXTREMIS...

Le Sud en proie à des perturbations climatiques

Alors que des pluies diluviennes s'abattent sur le sud algérien depuis plusieurs heures, la montée rapide des eaux de l'oued Illizi a transformé la route nationale n°3 en piège mortel. Affaïssement de la chaussée, véhicules coincés, famille délogée en pleine nuit, le bilan provisoire des services de secours révèle une région sous tension, mais heureusement sans perte humaine à déplorer. La Protection civile annonce, dans un bilan actualisé ce vendredi matin, un affaïssement partiel de la chaussée sur la RN 3, à exactement 15 kilomètres d'Illizi en direction de Djanet. La cause directe de cette détérioration ne fait aucun doute, la crue soudaine de l'oued Illizi, dont le débit a grimpé en flèche sous l'effet des précipitations intenses. Les services de sécurité appellent les usagers à éviter ce tronçon où la circulation devient désormais périlleuse. Selon les relevés de l'Office national de météorologie, les cumuls de pluie attendus dans les régions de Djanet et Illizi oscillent entre 30 et 40 millimètres,



avec des pics locaux pouvant atteindre ou dépasser les 50 millimètres. Un bulletin météorologique spécial (BMS) reste en vigueur jusqu'à aujourd'hui. À la faveur d'une opération préventive, les secours ont extrait une famille de quatre personnes de son domicile situé au lieu-dit pépinière de Timri, dans la commune d'Illizi. La montée inexorable

des eaux de l'oued avait rendu la maison vulnérable. L'intervention, menée sans heurts, n'a enregistré aucune perte humaine. Les services de la Protection civile précisent qu'il s'agissait d'une «mesure préventive» face à la hausse du niveau hydrique. À une centaine de kilomètres de là, un autre drame a failli se produire. Deux personnes circulant à bord

d'un véhicule se sont retrouvées bloquées en bordure de la RN 3, à 90 kilomètres d'In Amenas, après que la crue de l'oued Illizi a submergé une portion de la route. Les deux occupants, sains et saufs selon le communiqué officiel, ont été secourus par les équipes de la protection civile dépêchées sur place. Leur véhicule, en revanche, restait prisonnier des eaux. À noter que les mêmes services signalent avoir dégagé trois autres véhicules sur la RN 3, toujours en raison de la crue. Au total, sept personnes circulant à bord de ces voitures ont été prises en charge. La direction générale de la Protection civile n'a déploré aucun décès ni blessé grave. Les opérations de surveillance se poursuivent cependant, notamment sur les axes routiers restés praticables. Les autorités locales appellent les résidents des zones inondables et les automobilistes à la plus grande prudence, alors que les précipitations pourraient reprendre en intensité dans les prochaines heures.

ANNABA

Plus de 160 céréaliculteurs bénéficient de crédits bonifiés

Un montant de plus de 334 millions de dinars a été versé au cours de la campagne agricole 2025-2026 aux céréaliculteurs de la wilaya d'Annaba au titre du crédit bonifié «R'fig», a-t-on appris, dimanche, auprès des services de la wilaya. Les crédits en question ont été accordés «dans le cadre du soutien à l'activité agricole, de l'accompagnement des producteurs et de la mise en place des conditions propices à la réussite de cette campagne agricole», a-t-on précisé de même source. Les services de la wilaya ont précisé que ces financements ont bénéficié à 163 producteurs engagés dans la filière céréalière, ce qui illustre l'importance de l'appui accordé par l'Etat à cette filière stratégique, considérée comme «l'un des piliers fondamentaux du renforcement de la production nationale et de la sécurité alimentaire». Selon la même source, la superficie agricole financée dans le cadre du crédit R'fig est de 2.883,03 hectares, ce qui témoigne, a-t-on souligné, de «la contribution de ce dispositif qui met à la disposition des céréaliculteurs les moyens financiers nécessaires, notamment en ce qui concerne la couverture des coûts d'acquisition des semences, des engrais et des différents intrants liés à l'activité agricole». Les services de la wilaya ont également précisé que sur les 491 agriculteurs ayant fait l'acquisition de semences auprès de la coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS), 163 ont bénéficié du crédit «R'fig», ce qui est édifiant, a-t-on ajouté, quant à l'engagement des céréaliculteurs pour les mécanismes de financement accompagnant la saison agricole. De même que 585 producteurs ont bénéficié de l'achat d'engrais par l'intermédiaire de la CCLS dans le cadre des mesures visant à garantir la disponibilité, dans les délais impartis, des différents intrants agricoles nécessaires, permettant ainsi d'améliorer les rendements et d'augmenter la production. Les services de la wilaya ont conclu en soulignant que les différentes mesures prises «s'inscrivent dans le cadre des efforts visant à accompagner les agriculteurs et à garantir le bon déroulement de la saison agricole, afin de préserver la production agricole et à renforcer la sécurité alimentaire.

MÉDÉA

Une secousse tellurique de 3 degré

Une secousse tellurique d'une magnitude de 3,0 sur l'échelle de Richter a été enregistrée ce mercredi dans la wilaya de Médéa. Selon le CRAAG. Le séisme s'est produit à 11h44, précise le Centre de Recherche en Astronomie, Astrophysique et Géophysique (CRAAG), ajoutant que l'épicentre de la secousse a été localisé à 11 kilomètres à l'est de la commune d'El Mihoub. Aucun dégât matériel ou humain n'a été signalé dans l'immédiat.

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES DURANT LA SAISON ESTIVALE

Béjaïa mobilise 204 agents

Avant le coup d'envoi de la saison estivale, Bejaïa déploie 204 agents de contrôle pour prévenir les risques d'intoxications alimentaires.



Les services du commerce de la wilaya de Bejaïa ont mobilisé 204 agents répartis en 102 brigades dans le cadre d'une campagne de sensibilisation et de prévention contre les intoxications alimentaires durant la saison estivale, dont le lancement est prévu début juin prochain, a-t-on appris auprès de la direction du commerce. Cette démarche vise à renforcer les contrôles à travers l'en-

semble des communes de la wilaya afin de préserver la santé du consommateur et d'assurer le bon déroulement de la saison estivale, a indiqué à l'APS le directeur du secteur, Sid Ahmed Ghali. La surveillance sera particulièrement intensifiée au niveau des espaces commerciaux et de services connaissant une forte affluence en été, notamment les restaurants, salles des fêtes, boulangeries, marchés hebdomadaires ainsi que

les commerces de pâtisserie et de confiserie, a-t-il ajouté. La campagne prévoit également la distribution de dépliants de sensibilisation et le recours aux réseaux sociaux pour diffuser des conseils de prévention contre les intoxications alimentaires. Les services du commerce veilleront par ailleurs à assurer la disponibilité des produits alimentaires sur les marchés et à lutter contre toute forme de spéculation et de rétention des

marchandises, tout en traitant les points noirs susceptibles de provoquer des intoxications alimentaires. Cette opération associe plusieurs secteurs et organismes, notamment les directions de la santé, de l'environnement et des services agricoles, ainsi que les services de sécurité, les associations de protection du consommateur, les commerçants et les Scouts musulmans algériens (SMA).

ALIMENTATION EN EAU DE SIDI BEL ABBÈS À PARTIR DE LA STATION CHATT EL HILAL

Le wali appelle à accélérer la cadence des travaux

Le projet d'alimentation en eau potable de la wilaya de Sidi Bel-Abbès à partir de la station de dessalement d'eau de mer de Chatt El Hilal, dans la wilaya d'Aïn Temouchent, a atteint un taux global de réalisation de 70 %, a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

La cellule de communication et d'information de la wilaya a indiqué que, dans le cadre du suivi de terrain des projets de développement stratégiques, le wali de Sidi Bel-Abbès, M. Kamel Hadji, a effectué dimanche soir

une visite d'inspection aux différents chantiers et sites relevant de ce projet structurant, afin de s'enquérir de l'état d'avancement des travaux et d'évaluer le rythme d'exécution des différents lots. Lors de cette visite, le chef de l'exécutif local a inspecté les phases avancées des travaux restants, portant notamment sur la réalisation des structures en béton des stations de pompage ainsi que sur les opérations de pose des conduites en acier et des canalisations, lesquelles sont en voie d'achèvement sur l'en-

semble des tronçons du projet. Concernant l'état d'avancement des travaux par lot, les données de terrain font ressortir des taux de réalisation variables traduisant la dynamique des chantiers : 85 % pour le premier lot, 80 % pour le cinquième, 70 % pour le quatrième, 65 % pour le deuxième et 60 % pour le troisième. Au cours de sa tournée, M. Hadji a donné des instructions fermes aux entreprises chargées de la réalisation afin d'accélérer la cadence des travaux, de renforcer les chantiers en moyens humains

et matériels et d'élargir les plages horaires de travail, dans le but de livrer le projet dans les meilleurs délais.

Le même responsable a également souligné « l'importance stratégique majeure » de ce projet, inscrit dans le cadre de la politique nationale visant à renforcer la sécurité hydrique et à assurer un approvisionnement régulier, durable et suffisant en eau potable au profit des habitants des différentes communes de la wilaya de Sidi Bel-Abbès, souligne-t-on.

TIZI-OUZOU

L'AEP renforcé à Maâtkas

Le projet de renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) de la partie Ouest de la commune de Maâtkas devrait être réceptionné en juin prochain, selon les services de la wilaya. Le wali, Aboubakr Essedik Boucetta, qui a inspecté récemment le projet de renforcement en eau potable de la région Ouest de la commune de Maâtkas, a fixé la date du 15 juin prochain comme dernier délai pour sa mise en service, selon les mêmes services. Ce projet comprend notamment des travaux de réalisa-

tion de 6 forages, de deux réservoirs d'eau d'une capacité de 500 m3 chacun, d'un réservoir de 300 m3 et d'un autre de 200 m3. Il s'agit également de l'aménagement de deux stations de pompage, de l'installation de deux transformateurs électriques d'une puissance de 250 KVA, de l'acquisition et du montage des équipements électromécaniques, ainsi que de la pose des conduites d'alimentation à travers les différents villages bénéficiaires. Ce projet destiné à améliorer l'approvisionne-

ment et la distribution du précieux liquide au niveau de cette région Sud de la wilaya, cible une population estimée à 45 000 habitants, a-t-on souligné. Lors de l'inspection du chantier, M. Boucetta a instruit le directeur des Ressources en eau à l'effet de prendre toutes les mesures nécessaires et de contraindre l'entreprise réalisatrice à renforcer immédiatement le chantier en moyens humains et matériels, afin de livrer le projet dans les délais, rappelle-t-on.

CESSEZ-LE-FEU À GHAZA

Le Hamas s'adresse aux médiateurs

Une délégation du Hamas devrait se rendre prochainement au Caire à l'invitation des autorités égyptiennes.

Les discussions autour du cessez-le-feu dans la bande de Gaza traversent une nouvelle zone de turbulences. Alors que les médiateurs régionaux et internationaux tentent depuis plusieurs mois de préserver un fragile accord conclu en octobre 2025, les accusations mutuelles entre l'entité sioniste et le Hamas continuent d'alimenter le blocage politique et sécuritaire.

Selon un document obtenu récemment par le quotidien Asharq Al-Awsat, le Hamas a adressé aux médiateurs une note détaillant les violations sionistes du cessez-le-feu ainsi que sa position sur l'impasse actuelle des négociations. Le mouvement palestinien accuse l'entité sioniste d'avoir multiplié les opérations militaires et les assassinats ciblés depuis l'entrée en vigueur de l'accord, provoquant la mort de plus de 930 Palestiniens.



DÉMENTI

Cette révélation intervient au moment où des médias sionistes affirment que le Hamas refuse catégoriquement toute discussion portant sur son désarmement. La chaîne sioniste Channel 13 a rapporté qu'un diplomate régional

ayant rencontré des dirigeants du mouvement a évoqué un Hamas «plus fort et plus confiant» après le retrait des forces sionistes de plusieurs zones de Gaza.

Mais un responsable du mouvement islamiste a rapidement rejeté ces informations, qualifiant

ces déclarations de «totalement infondées». Selon cette source, le Hamas n'a récemment tenu aucune rencontre diplomatique en dehors des cycles officiels de négociations menés sous médiation égyptienne et qatarie, avec la participation de représentants

américains et du «Conseil de la paix».

Dans le document transmis aux médiateurs, le Hamas critique également l'attitude du gouvernement de Benjamin Netanyahu, accusé de freiner toute avancée sérieuse dans les discussions. Le mouvement palestinien estime que les opérations militaires sionistes, les assassinats ciblés et les pressions exercées sur les négociateurs ont créé un climat hostile compromettant les efforts des médiateurs.

Le texte revient aussi sur l'intervention récente de Nikolaï Mladenov devant le Conseil de sécurité de l'ONU. Le Hamas accuse l'ancien diplomate onusien d'avoir présenté une lecture biaisée des événements en attribuant au mouvement la responsabilité du blocage des pourparlers, alors que, selon lui, l'entité sioniste serait la principale partie à violer les engagements conclus lors des précédents accords.

Malgré ces tensions, le Hamas affirme rester attaché au processus de négociation et dit poursuivre les consultations afin de trouver des solutions permettant de sortir de l'impasse actuelle. Le mouvement appelle notamment les médiateurs à accentuer la

pression sur l'entité sioniste afin d'obtenir l'arrêt des violations quotidiennes de l'accord.

Par ailleurs, une nouvelle session de négociations qui devait se tenir avant l'Aïd al-Adha a été reportée après les fêtes. Aucun calendrier précis n'a encore été fixé, même si une délégation du Hamas devrait se rendre prochainement au Caire à l'invitation des autorités égyptiennes.

LE PRINCIPAL POINT DE BLOCAGE

Le principal point de blocage demeure la question du désarmement de Gaza. L'occupant exige désormais un engagement écrit concernant le désarmement des factions palestiniennes avant toute avancée vers la deuxième phase de l'accord. Une condition rejetée par le Hamas, qui considère cette demande comme une tentative de modifier les bases initiales des discussions.

Dans ce contexte tendu, les médiateurs apparaissent plus que jamais confrontés à une mission délicate : empêcher l'effondrement définitif du cessez-le-feu et éviter une reprise totale des affrontements dans l'enclave palestinienne.

R.I/agences

FLAMBÉE D'EBOLA EN RDC
L'OMS en première ligne

Des fournitures humanitaires ont été livrées en urgence à Bunia, dans le nord-est de la République démocratique du Congo, épice d'une nouvelle flambée d'Ebola. Un avion cargo a acheminé des masques, gants, bottes et médicaments fournis notamment par l'Union européenne, alors que les stocks sont jugés critiques sur le terrain.

Sur place, les équipes médicales font face à une situation particulièrement dégradée : centres de traitement partiellement vides, équipements insuffisants et recours à du matériel périmé dans certaines structures, selon des observations de terrain.

SYSTÈME DE SANTÉ SOUS PRESSION

Dans plusieurs localités, notamment à Bambo, des soignants ont été contraints d'utiliser des équipements de protection expirés pour prendre en charge des patients suspects. Cette situation illustre la

fragilité du dispositif sanitaire dans une zone déjà éprouvée par des années d'instabilité. Parallèlement, des tensions persistent entre populations et personnel médical. Des protocoles sanitaires stricts, notamment autour des enterrements sécurisés, sont contestés par des habitants, ce qui a provoqué des affrontements et des attaques contre des centres de santé. Au moins trois incidents de ce type ont été signalés en Ituri.

Selon les autorités sanitaires, plus de 1 000 cas suspects et au moins 220 décès ont été recensés depuis la déclaration officielle de l'épidémie le 15 mai. Les experts estiment toutefois que la circulation du virus aurait commencé bien plus tôt, laissant penser à une sous-estimation de l'ampleur réelle de la flambée.

La souche en cause, dite «Bondibugyo», demeure particulièrement préoccupante en raison de l'absence de traitement ou de vaccin spécifiquement approuvé.

MOBILISATION INTERNATIONALE

Face à l'aggravation de la situation, l'Organisation mondiale de la santé a décrété une urgence de santé publique de portée internationale afin de renforcer la mobilisation des ressources. Son directeur général, Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est rendu sur le terrain pour superviser la réponse sanitaire.

Il a appelé à une action coordonnée et rapide, soulignant que plusieurs vagues d'aide humanitaire sont attendues dans les prochains jours, notamment via l'Union européenne et d'autres partenaires internationaux.

La réponse à l'épidémie est fortement entravée par le contexte sécuritaire. La province de l'Ituri reste marquée par des violences récurrentes impliquant plusieurs groupes armés, dont les Forces démocratiques alliées (ADF). Des attaques récentes ont causé de nombreuses victimes et détruit des habitations.

Dans ce climat instable, les humanitaires peinent à intervenir efficacement. Routes dégradées, infrastructures limitées, communications difficiles et fermeture de l'aéroport de Goma compliquent considérablement l'acheminement des secours et la coordination des opérations.

Le virus a également franchi les frontières, avec des cas confirmés en Ouganda voisin. Cette extension régionale renforce les inquiétudes des autorités sanitaires, qui redoutent une diffusion plus large si les chaînes de transmission ne sont pas rapidement contrôlées.

Alors que les équipes médicales tentent de contenir la propagation, les autorités congolaises reconnaissent être engagées dans une véritable course contre la montre. Entre urgence sanitaire, méfiance des populations et insécurité persistante, la lutte contre Ebola en RDC se déroule dans des conditions particulièrement complexes.

Décès de l'ancien président yéménite Abd Rabbo Mansour Hadi

Abd Rabbo Mansour Hadi est décédé dans la capitale saoudienne, Riyad, selon une source de la présidence yéménite citée par l'Agence France-Presse (AFP). La même source, ayant requis l'anonymat, a indiqué que l'ancien président yéménite, âgé de plus de 80 ans, est mort à la suite d'une «crise de santé soudaine» survenue à Riyad. Abd Rabbo Mansour Hadi a dirigé le Yémen entre 2012 et 2022, après avoir succédé à Ali Abdallah Saleh dans le cadre de la transition politique post-printemps arabe. Il résidait en Arabie saoudite depuis plusieurs années, où il s'était installé après avoir quitté le pouvoir.

UKRAINE

L'ONU alerte sur une «grave escalade»

Le Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Volker Türk, a mis en garde contre une «grave escalade» du conflit en Ukraine, dans un contexte marqué par une intensification des hostilités et des menaces russes d'amplifier les attaques. Il a appelé les deux parties à renouer le dialogue afin de mettre fin aux souffrances civiles. Dans une déclaration rendue publique, Volker Türk a exhorté à la retenue et à la reprise des négociations. Il a souligné une aggravation préoccupante de la situation humanitaire, indiquant que le nombre de civils

tués durant les quatre premiers mois de l'année 2026 a augmenté de 21 % par rapport à la même période de l'année précédente. Cette hausse confirme, selon l'ONU, la détérioration continue de la protection des populations civiles dans un conflit qui s'enlise depuis plusieurs années. Dans le même temps, les autorités ukrainiennes ont annoncé avoir ciblé une installation pétrolière en Russie. L'état-major général de l'armée ukrainienne a indiqué que des frappes ont visé une raffinerie située dans le port de Toupsé, sur la mer Noire, dans la soirée

de mercredi. Selon un communiqué publié sur la plateforme Telegram, un incendie et un important dégagement de fumée ont été observés sur le site après l'attaque, tandis que l'évaluation des dégâts est toujours en cours. Ces développements interviennent alors que les tensions militaires se poursuivent entre Kiev et Moscou, malgré les appels répétés de la communauté internationale à une désescalade. L'ONU insiste sur l'urgence de relancer un processus politique afin d'éviter une aggravation supplémentaire du bilan humain et matériel du conflit.

WASHINGTON-TÉHÉRAN

L'escalade de trop ?

La tension a fortement augmenté après des frappes aériennes américaines visant des drones iraniens et une station de contrôle à Bandar Abbas.

La fragile trêve conclue entre les États-Unis et l'Iran traverse sa phase la plus critique depuis son entrée en vigueur au mois d'avril. Les récents échanges de frappes militaires près du détroit d'Ormuz ont ravivé les craintes d'un embrasement régional, alors même que des médiateurs internationaux tentent de sauver un processus diplomatique déjà fortement fragilisé.

La tension est brusquement montée d'un cran après l'annonce par l'armée américaine d'opérations aériennes qualifiées de «défensives et ciblées» contre des drones iraniens ainsi qu'une station de contrôle dans la région de Bandar Abbas. Washington affirme avoir agi pour protéger la sécurité maritime dans une zone considérée comme vitale pour le commerce énergétique mondial.

La réaction iranienne ne s'est pas fait attendre. Les Gardiens de la révolution ont revendiqué une attaque contre une base aérienne américaine située au Koweït, adressant un avertissement clair à l'administration américaine. Téhéran a évoqué une réponse «plus ferme et plus décisive» en cas de nouvelles frappes, confirmant ainsi l'extrême volatilité de la situation militaire dans le Golfe.

DES NÉGOCIATIONS SOUS PRESSION

Cette escalade intervient dans un contexte diplomatique particulièrement complexe. Selon plusieurs sources média-



tiques, dont le site américain Axios, des discussions indirectes auraient permis de parvenir à un accord de principe visant à prolonger le cessez-le-feu pour une durée de soixante jours. Ce projet ouvrirait également la voie à une reprise des négociations autour du dossier nucléaire iranien, suspendues depuis plusieurs mois.

Cependant, le président américain Donald Trump a rapidement refroidi les espoirs d'apaisement. Le chef de la Maison-Blanche a démenti l'existence de tout engagement américain concernant un éventuel

allègement des sanctions imposées à l'Iran. Il a également insisté sur le fait qu'aucune puissance ne serait autorisée à contrôler le détroit d'Ormuz, passage stratégique par lequel transite une part importante des exportations mondiales de pétrole.

Du côté iranien, les autorités cherchent visiblement à préserver la cohésion interne face aux pressions extérieures. À l'occasion de l'ouverture de la troisième année parlementaire, le guide iranien Mojtaba Khomeini a appelé les responsables politiques à éviter les divisions et à privilégier «l'unité

nationale» dans ce qu'il a décrit comme une nouvelle phase de «défense sacrée».

Au-delà des déclarations officielles, la situation actuelle illustre surtout la fragilité de l'équilibre sécuritaire dans la région. Le détroit d'Ormuz demeure l'un des principaux points de tension géopolitique au monde, où chaque incident militaire risque de provoquer des répercussions économiques et stratégiques bien au-delà du Moyen-Orient.

LES MARCHÉS PÉTROLIERS EN ALERTE

Les marchés pétroliers suivent avec inquiétude l'évolution de la crise. Plusieurs analystes redoutent qu'une aggravation des tensions militaires entraîne une perturbation du trafic maritime dans le Golfe, avec des conséquences directes sur les prix de l'énergie et la stabilité économique mondiale. Les capitales européennes, tout comme la Chine et la Russie, multiplient d'ailleurs les appels à la retenue afin d'éviter un scénario de confrontation ouverte susceptible de déstabiliser davantage une région déjà marquée par de nombreux conflits. Alors que les médiateurs poursuivent leurs efforts pour empêcher l'effondrement du cessez-le-feu, la question reste entière : la diplomatie pourra-t-elle encore contenir l'escalade, ou la région se dirige-t-elle vers une confrontation plus large entre Washington et Téhéran ?

R.I/agences

ÉTHIOPIE

Des élections sous haute surveillance

Les électeurs éthiopiens se rendent aux urnes lundi pour des élections législatives et locales, dans un climat politique marqué par de fortes tensions sécuritaires. Le Parti de la prospérité, dirigé par le Premier ministre Abiy Ahmed, apparaît une nouvelle fois comme le grand favori du scrutin, malgré les conflits persistants dans plusieurs régions du pays.

Arrivé au pouvoir en 2018 à la suite d'un vaste mouvement de contestation contre l'ancien régime, Abiy Ahmed a progressivement renforcé son autorité sur la scène politique éthiopienne. À la tête d'un pays considéré comme

la deuxième nation la plus peuplée d'Afrique, le dirigeant de 49 ans a restructuré le paysage politique autour du Parti de la prospérité, formation qu'il a contribué à fonder.

Lors des élections de 2021, ce parti avait remporté une victoire écrasante, obtenant 410 sièges sur 484 au Parlement, confirmant ainsi la domination du pouvoir exécutif sur les institutions législatives.

UN PAYS FRAGILISÉ PAR DES CONFLITS INTERNES

Malgré cette domination politique, l'Éthiopie reste confrontée à de profondes fractures internes.

Plusieurs régions connaissent des épisodes de violence récurrents, notamment l'Oromia, région d'origine du Premier ministre, ainsi que l'Amhara, deuxième région la plus peuplée du pays.

Dans cette dernière, la milice Fano contrôle depuis 2023 de vastes zones rurales, accentuant l'instabilité sécuritaire. Ces affrontements s'ajoutent aux séquelles encore visibles de la guerre du Tigré, qui a opposé les forces fédérales aux autorités régionales entre 2020 et 2022, un conflit ayant causé, selon plusieurs estimations, des centaines de milliers de morts.

Face à la dégradation de la

situation sécuritaire, la Commission électorale a annoncé que le vote ne pourra pas se tenir dans la région du Tigré, qualifiée de zone à «conditions non favorables». Par ailleurs, le scrutin a également été suspendu dans au moins huit circonscriptions de la région Amhara, en raison de l'insécurité persistante.

Ces restrictions illustrent les défis auxquels fait face le processus électoral dans un pays encore marqué par des conflits localisés.

Une opposition fragmentée En face, le Parti de la prospérité bénéficie d'une opposition divisée et affaiblie par des tensions internes. Plusieurs formations

accusent le gouvernement fédéral de restreindre leurs activités politiques à travers des arrestations de dirigeants et des contraintes juridiques limitant leur marge de manœuvre.

Le gouvernement rejette ces accusations, affirmant que toutes les mesures prises sont conformes au cadre légal en vigueur. Plus de 50 millions d'électeurs sont inscrits sur une population estimée à environ 120 millions d'habitants. Les résultats de ces élections devraient être annoncés d'ici le 11 juin, dans un contexte où la stabilité politique et sécuritaire du pays reste l'un des principaux enjeux.

AGRESSIONS SIONISTES AU LIBAN

Le front s'étend dangereusement vers Beyrouth

Les tensions militaires se sont nettement intensifiées au Liban, où l'entité sioniste a élargi son champ d'action du sud du pays jusqu'aux abords de la banlieue sud de Beyrouth. Cette nouvelle escalade intervient dans un contexte diplomatique sensible, marqué par la préparation d'une réunion militaire prévue à Washington entre responsables concernés.

L'armée sioniste a mené une frappe aérienne visant un appartement situé dans la localité de Choueifat, à proximité immédiate de la banlieue sud de Beyrouth. Il s'agit de la deuxième attaque enregistrée dans cette zone depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu le 17 avril dernier, selon

des sources locales.

Cette opération marque une extension notable du théâtre des frappes, qui ne se limite plus au sud du Liban mais touche désormais des zones densément peuplées à proximité de la capitale.

Parallèlement, les autorités militaires sionistes ont élargi leurs ordres d'évacuation dans plusieurs localités du sud du Liban. Des sources locales font état de morts et de blessés à la suite de ces frappes, sans qu'un bilan précis n'ait été confirmé dans l'immédiat.

Cette montée des violences alimente les inquiétudes d'une détérioration rapide de la situation sécuritaire sur le terrain, mal-

gré les efforts diplomatiques en cours.

Selon des sources proches des échanges libano-américains citées par Asharq Al-Awsat, l'entité sioniste aurait tenté, via Washington, de reporter la réunion militaire prévue avec le Liban. Cette demande n'aurait toutefois pas été acceptée, et il a été confirmé que la rencontre se tiendra à la date fixée.

Cette réunion est perçue comme une étape importante dans la gestion des tensions actuelles et dans les discussions sécuritaires entre les différentes parties.

Les mêmes sources estiment que l'entité sioniste cherche, à travers l'intensification de ses opérations militaires, à créer de nou-

veaux rapports de force sur le terrain afin d'exercer une pression supplémentaire sur le Liban avant le lancement de futures négociations.

De son côté, Washington multiplie ses contacts diplomatiques pour éviter une extension du conflit et maintenir le cadre du cessez-le-feu, dans un contexte régional déjà extrêmement tendu.

Alors que les frappes se poursuivent et que les tensions politiques s'accroissent, la situation reste particulièrement volatile. L'évolution des prochains jours dépendra largement des résultats de la réunion de Washington et de la capacité des médiateurs à contenir l'escalade sur le terrain.

MONDIAL 2026

La FIFA assignée en justice

Les procureures générales de New York et du New Jersey ont annoncé mercredi avoir assigné la Fédération internationale de football (Fifa) à comparaître dans le cadre d'une enquête sur ses pratiques de billetterie pour la prochaine Coupe du monde.

Les autorités de New York et du New Jersey ont ouvert une enquête sur les pratiques de billetterie de la Fifa pour la Coupe du monde 2026. Parmi les matchs visés, on retrouve notamment celui du groupe C entre le Maroc et le Brésil, prévu au MetLife Stadium.

Concrètement, les autorités américaines ont lancé une investigation officielle en envoyant des assignations à la Fifa, l'instance qui dirige le football mondial. Cette affaire s'inscrit dans un cadre plus large où l'on examine comment les billets ont été vendus pour la Coupe du monde 2026, qui se déroule aux États-Unis, au Canada et au Mexique.

L'enquête cible plusieurs rencontres jugées sensibles à cause de leur forte demande attendue. Parmi elles, l'affiche du groupe C entre le Maroc et le Brésil est particulièrement scrutée. Ce match, qui se jouera au MetLife Stadium



dans le New Jersey, fait partie des gros morceaux du premier tour et attire déjà beaucoup d'attention.

Ce stade, situé dans le New Jersey, accueillera huit rencontres pendant la compétition, dont plu-

sieurs matchs de groupe et la finale prévue le 19 juillet 2026. C'est dans ce contexte que les autorités américaines s'intéressent de près à la façon dont les billets ont été vendus et distribués pour ces

matchs.

Les enquêteurs se concentrent surtout sur les conditions d'achat et la répartition des sièges. Plusieurs signalements évoquent des situations où des acheteurs auraient reçu des places différentes de celles annoncées au moment de l'achat. Ces cas seraient liés à des changements dans la classification des sièges après l'ouverture des ventes.

Un autre point clé de l'enquête porte sur le système de tarification dynamique utilisé par la Fifa pour ce tournoi. Ce système permet d'ajuster les prix des billets en fonction de la demande. Selon les autorités américaines, cela aurait entraîné des hausses importantes au fil des différentes phases de vente.

Entre octobre 2025 et avril 2026, les prix de plus de 90 rencontres auraient augmenté, avec des variations significatives selon les catégories de billets. Certaines affiches très demandées auraient

connu une hausse moyenne notable, ce qui a renforcé les critiques sur la clarté et la stabilité des prix proposés aux supporters.

Dans ce cadre, les procureures Letitia James (New York) et Jennifer Davenport (New Jersey) estiment que certaines pratiques auraient pu manquer de transparence. Elles évoquent notamment la création de nouvelles catégories de sièges en cours de vente, ainsi que des changements dans la communication autour de la répartition des places, ce qui aurait pu influencer les décisions d'achat des consommateurs.

La Fifa, de son côté, défend une approche basée sur l'adaptation à une demande mondiale exceptionnelle. L'organisation rappelle que la Coupe du monde 2026 sera la première édition à 48 équipes et répartie sur trois pays, ce qui crée mécaniquement une pression accrue sur la demande de billets pour certaines rencontres.

BRÉSIL

Neymar en sursis

La star brésilienne, Neymar Jr (34 ans), traverse une nouvelle période d'incertitude à quelques semaines du Mondial. Tout avait pourtant bien commencé avec sa convocation par Carlo Ancelotti pour ce qui pourrait être sa dernière Coupe du Monde, avant qu'une blessure ne vienne tout compliquer.

Initialement annoncé avec un simple œdème au mollet, l'attaquant de Santos

souffre finalement d'une lésion de grade 2, selon le médecin de la Seleção, Rodrigo Lasmar. Une indisponibilité estimée entre deux et trois semaines, qui pourrait compromettre sa participation aux premières rencontres du tournoi. Cette évolution du diagnostic a suscité des tensions et de l'inquiétude au sein de la sélection brésilienne. Le staff dispose encore de quelques jours pour trancher, les listes pouvant être

modifiées jusqu'à la veille de l'entrée en lice, le 12 juin. Selon la presse brésilienne, Neymar ne serait pas écarté immédiatement et bénéficierait d'une période d'observation afin d'évaluer son état physique. Mais Carlo Ancelotti, agacé par le manque de clarté autour de la blessure, pourrait prendre une décision radicale si le joueur n'est pas rétabli à temps. Dans ce cas, João Pedro (Chelsea) figure parmi les options

pour le remplacer. Du côté du vestiaire, l'espoir demeure. Casemiro a rappelé l'importance de la patience et de la récupération progressive, dans un contexte où chaque joueur reste crucial pour les ambitions du Brésil.

À quelques semaines du Mondial, Neymar joue déjà une étape décisive : sa présence ou non dans la dernière grande compétition de sa carrière.

FINALE LIGUE DES CHAMPIONS PSG-ARSENAL

Choc à la Puskas Arena

La Puskas Arena de Budapest accueille la grande finale de la Ligue des Champions samedi. La formation parisienne défend son titre continental. Le collectif d'Arsenal retrouve ce niveau vingt ans après sa désillusion parisienne. L'enjeu écrasera inévitablement les schémas tactiques initiaux.

Luis Enrique espère inscrire une nouvelle ligne prestigieuse à son palmarès. Quarante-quatre buts inscrits cette saison illustrent la force de frappe monumentale du club français. Un total frôlant le record absolu du FC Barcelone. Le récent faux pas sans conséquence en championnat n'altère pas la confiance du groupe.

Une série incroyable de vingt-sept rencontres avec au moins un but marqué confirme cette puissance offensive. Le bloc adverse devra livrer un match parfait pour résister. L'élimination infligée l'an passé à Arsenal en demi-finale offre un ascendant psychologique au PSG



avant d'aborder ce choc. Le club a envoyé un message fort en éliminant le Bayern Munich dans un match retour plein de maîtrise après le légendaire 5-4 de l'aller au Parc.

Le PSG a rendez-vous avec son histoire et avec l'histoire des clubs français, en devenant le 1er club à remporter la coupe aux grandes oreilles !

Mikel Arteta touche du doigt un exploit majuscule. Le sacre national fraîchement célébré

galvanise les troupes d'Arsenal. L'invincibilité continentale impressionne tous les observateurs cette année. Quatorze matchs consécutifs bouclés sans la moindre défaite. Neuf clean sheets validés soulignent la muraille bâtie par Arsenal. Le parcours jusqu'en Hongrie a prouvé la solidité mentale de l'effectif. Sans manquer de respect à l'Atlético Madrid, Arsenal n'a pas eu à affronter un mastodonte européen comme le PSG

pour se hisser jusqu'en finale et le PSG a pu s'éviter une fin de championnat stressante comme l'ont en revanche vécu les Gunners.

Le désir de revanche animera viscéralement Arsenal. L'échec de la saison dernière face à ce même adversaire reste une plaie ouverte. Le fait d'avoir su éviter de craquer dans le money-time pour soulever le titre en Premier League pourra aussi donner des ailes aux Gunners qui ont enfin brisé ce plafond de verre. Arsenal peut s'offrir un doublé historique en remportant pour la 1ère fois la finale de la Ligue des Champions après avoir atteint ce stade de la compétition en 2006 face au FC Barcelone (1-2). L'enjeu monumental d'une finale cadencera les offensives de part et d'autre. La solidité défensive d'Arsenal devrait être en mesure de contrarier les velléités offensives du PSG. La peur de commettre l'erreur fatale risque de prendre le pas sur le spectacle.

FAUTE DE VISAS AMÉRICAINS

L'Iran dans l'incertitude

L'équipe nationale d'Iran n'a toujours pas obtenu de visas pour entrer aux États-Unis, où elle doit disputer deux matchs de la phase de groupes de la Coupe du monde 2026, a indiqué l'ambassadeur iranien au Mexique. À moins de deux semaines du coup d'envoi, la situation administrative reste bloquée, suscitant des inquiétudes au sein de la Fédération iranienne de football. « Nous ne savons pas s'ils vont nous accorder des visas ou non », a déclaré Abolfazl Pasandideh lors d'une conférence de presse.

L'Iran doit affronter la Nouvelle-Zélande à Los Angeles le 15 juin, la Belgique le 21 juin dans la même ville, puis l'Égypte à Seattle le 26 juin. Initialement prévu aux États-Unis, le camp de base de la sélection a été transféré à Tijuana, au Mexique, en raison de complications logistiques et diplomatiques.

Selon l'ambassadeur, cette situation place la sélection dans une position défavorable : « Nous ne participons pas à la Coupe du monde dans des conditions d'égalité », a-t-il dénoncé

ATTENDUE POUR DEMAIN

Suspense sur la liste de Petkovic

Le sélectionneur national animera, demain, une conférence de presse à la salle de conférence du stade Nelson-Mandela de Baraki, au cours de laquelle il annoncera la liste des joueurs retenus pour le rendez-vous mondial.

A quelques jours de la date limite imposée par la FIFA pour déposer les listes définitives du Mondial 2026, le suspense reste entier autour des choix de Vladimir Petković

Contrairement à plusieurs sélections qui ont rapidement officialisé leur groupe, le sélectionneur des Verts a choisi de repousser sa décision finale jusqu'au 31 mai, soit quasiment à la dernière minute. Une stratégie assumée afin d'évaluer un groupe élargi durant le stage de préparation de Sidi Moussa avant d'effectuer le grand tri.

Si une ossature semble déjà intouchable avec des cadres comme Riyad Mahrez, Amine Gouiri, Mohamed Amoura, Ramy Bensebaïni ou encore Houssein Aouar, plusieurs postes restent totalement ouverts. Le staff technique hésite notamment dans les secteurs défensif et offensif, où la concurrence fait rage.

En défense, les débats concernent particulièrement les doublures sur les côtés et dans l'axe. Les profils de Achraf Abada, Samir Chergui et Mehdi Dorval divisent les observateurs. Abada a marqué des points lors des derniers rassemblements, tandis que Chergui conserve la confiance du sélectionneur malgré un temps de jeu réduit en club.

Au milieu, le retour attendu de Nabil Bentaleb ajoute encore davantage d'incertitude. Après une saison convaincante en Europe, l'ancien joueur de Lille pourrait



reprendre sa place dans le groupe au détriment d'un jeune élément encore inexpérimenté.

Mais c'est surtout en attaque que le suspense atteint son maximum. Derrière les incontournables Mahrez, Gouiri, Amoura et Anis Hadj Moussa, plusieurs noms se disputent les dernières places. Adil Boulbina semble avoir pris une option grâce à sa progression fulgurante, tandis que Farès Ghedjemis et Nadhir Benbouali restent en balan-

ce. La grande surprise pourrait toutefois

venir de Rayan Kolli. L'attaquant de Queens Park Rangers, encore inconnu du grand public algérien, ferait partie de la pré-liste élargie du sélectionneur. Polyvalent et auteur de prestations intéressantes en Championship, il symbolise parfaitement la volonté de Petkovic de garder toutes les options ouvertes jusqu'au dernier moment.

Cette gestion prudente démontre surtout que le sélectionneur veut instaurer une concurrence totale avant le Mondial. Aucun joueur, hormis quelques cadres, ne semble assuré de faire partie du voyage. Même le

poste de gardien reste sujet à réflexion avec plusieurs profils encore observés par le staff technique.

À mesure que l'échéance approche, les spéculations s'intensifient autour des 26 élus qui représenteront l'Algérie lors de cette Coupe du monde 2026. Une chose est certaine : jusqu'à l'annonce officielle, Vladimir Petković conservera jalousement ses cartes. La sélection algérienne de football a repris, jeudi, les entraînements au Centre technique national de Sidi Moussa après une journée de repos liée à l'Aïd El Adha. Sous la conduite de Vladimir Petković, les Verts ont enchaîné un programme quotidien mêlant travail physique et technico-tactique, dans le cadre de leur préparation pour la Coupe du monde 2026 (11 juin - 19 juillet).

Le stage, entamé lundi, se poursuit avec sérieux en vue des matchs amicaux face aux Pays-Bas (3 juin à Rotterdam) et à la Bolivie (10 juin à Kansas City). Le sélectionneur annoncera demain la liste des joueurs retenus lors d'une conférence de presse au stade Nelson-Mandela de Baraki, suivie d'un entraînement ouvert au public.

Qualifiée dans le groupe J avec l'Argentine, l'Autriche et la Jordanie, l'Algérie fera son entrée en lice le 17 juin face aux champions du monde en titre. Les Verts établiront leur camp de base à Kansas City, selon la FIFA, pour cette Coupe du monde élargie à 48 nations organisée aux États-Unis, au Canada et au Mexique.

Rafik G.

MERCATO

Fiorentina cible Bennacer

La Fiorentina s'intéresse au milieu de terrain algérien Ismaël Bennacer en vue du prochain mercato estival. Le club de Serie A, dirigé par Stefano Pioli, voit en lui un renfort idéal pour dynamiser son entrejeu. L'entraîneur italien, qui a déjà travaillé avec Bennacer à l'AC Milan, souhaiterait le retrouver et reste convaincu de son apport au plus haut niveau.

Après une saison perturbée par les blessures, le milieu de 28 ans a tout de même disputé 19 matchs, inscrivant 1 but et délivrant 2 passes décisives. Ses qualités techniques et sa vision du jeu continuent d'attirer l'attention en Italie. La Fiorentina envisagerait un prêt avec obligation d'achat, tandis que l'AC Milan privilégierait une vente définitive pour alléger sa masse salariale. Estimé à environ 9 millions d'euros, Bennacer pourrait ainsi faire son retour en Serie A sous les ordres de Pioli si les deux clubs trouvent un accord dans les prochaines semaines.

SERIE A

Ghedjemis privilégie l'Europe

L'ailier droit international algérien Farès Ghedjemis (23 ans), sous contrat avec Frosinone jusqu'en 2028, a repoussé deux offres venues d'Arabie saoudite et de la MLS, préférant poursuivre sa carrière en Europe. Révélation de la saison avec 15 buts et 3 passes décisives en Serie B, l'ailier algérien attire plusieurs clubs, dont le Celtic Glasgow et des formations allemandes. International algérien et convoqué pour la première fois en mars, il reste concentré sur la sélection en vue du Mondial 2026 (11 juin - 19 juillet).

CLASSEMENT DE LA CAF :

L'USM Alger dans le TOP 5

L'USM Alger figure désormais à la cinquième place du classement quinquennal de la Confédération africaine de football (CAF), actualisé après le sacre des Sud-Africains de Mamelodi Sundowns en finale de la Ligue des champions d'Afrique, dimanche soir.

Double vainqueur de la Coupe de la Confédération durant cette période, en 2023 puis en 2026, le club algérois totalise 52 points et devance les Egyptiens du Zamalek SC (49 points), finalistes malheureux de l'édition 2026.

Le nouveau classement de

la CAF est dominé par les Mamelodi Sundowns avec 73 points, devant les Egyptiens d'Al Ahly SC (66 points), tandis que les Tunisiens de l'ES Tunis complètent le podium avec 58 unités.

Grâce à sa consécration continentale, Sundowns dis-

putera la Supercoupe d'Afrique 2026 face à l'USM Alger. Le club sud-africain a décroché son titre en Ligue des champions après son match nul obtenu dimanche soir sur la pelouse de l'AS FAR (1-1), en finale retour (1-0 à l'aller).

RC KOUBA

Chérif Hadjar maintenu

Le RC Kouba mise sur la stabilité pour la saison 2026-2027. La direction du club algérois a officialisé la prolongation de contrat de son entraîneur Chérif Hadjar, qui restera à la tête de l'équipe première pour une année supplémentaire.

Dans un communiqué publié sur les réseaux sociaux, les dirigeants du Raed ont expliqué que cette décision s'inscrivait dans une volonté claire de préserver la continuité technique, tout en récompensant le travail accompli par Hadjar depuis son arrivée au club.

Malgré l'échec de l'accession en Ligue 1 la saison dernière, au profit du CR Témouchent et de la JS El Biar, le RC Kouba semble déterminé à repartir sur des bases solides pour jouer à nouveau les premiers rôles.

Le chantier de l'intersaison a déjà été lancé avec le renouvellement de plusieurs cadres de l'ef-



fectif, notamment Hatem Moussa, Smaïl Guezair, Nouredine Lahbiri, Hmida Salah, Hatem Fellag, Chera Ibrahim El Khalil, Abdelkrim Ghazali et Abderrahmane M'Hamedi. La direction a également indiqué que d'autres prolongations devraient être annoncées dans les prochains jours.

Par ailleurs, le club compte poursuivre sa politique de valorisation des jeunes talents. Plusieurs joueurs issus de la catégorie U20 devraient prochainement

intégrer le groupe professionnel, après concertation entre le staff technique et la direction de la formation.

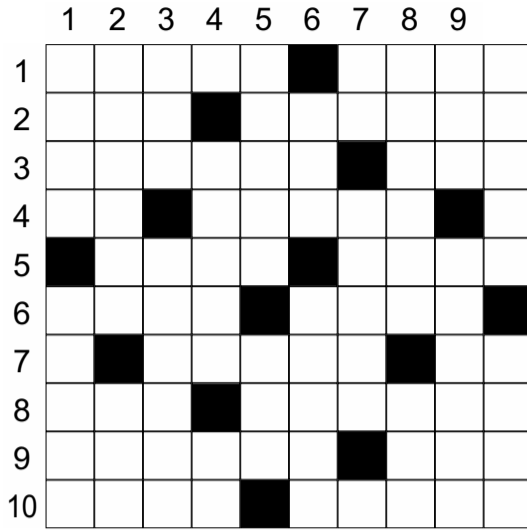
Enfin, le RC Kouba travaille également sur le renforcement de son effectif durant ce mercato estival. La direction a tenu à préciser que toutes les décisions liées au recrutement seront prises en coordination avec l'entraîneur Chérif Hadjar, dans un souci de cohérence et de transparence.

BELGIQUE

Kévin Guitoun à Charleroi jusqu'en 2028

Le défenseur international algérien Kévin Guitoun ne retournera pas au FC Metz. Après une saison réussie en prêt, il s'est engagé définitivement avec le SC Charleroi, où il est désormais lié jusqu'en 2028, selon plusieurs médias belges. Auteur de 3 buts et 4 passes décisives en 33 matchs lors de l'exercice 2025-2026, le latéral de 30 ans s'est imposé comme un cadre de l'équipe et a été élu « Zèbre d'Or » de la saison. Passé par le FC Metz depuis 2023, Guitoun quitte donc le club lorrain après une expérience contrastée et un retour réussi en Belgique, où il relance pleinement sa carrière.

Mots Croisés



HORIZONTALEMENT

- 1- Capitale - Touchée.
- 2- Animal pourvue de longues oreilles - Bouts de seins.
- 3- Sont ainsi pour celui qui leur est l'oncle - Propre.
- 4- Traque officielle - Mot latin signifiant au-delà.
- 5- Asphyxie par immersion - Mesure agraire.
- 6- Test (mêlé) - Trouble.
- 7- Travail - Symbole chimique du sodium.
- 8- Boisson alcoolisée (inversé) - Horrible à supporter.
- 9- Tourner violemment - Couleur anglaise.
- 10- Prince troyen - Rideau.

VERTICALEMENT

- 1- En si grand nombre - Sonne.
- 2- Associations - Atome portant une charge électrique.
- 3- Issue - Produit artistique.
- 4- Préparés par le feu - Préposition.
- 5- Mémorial - Rayon (inversé).
- 6- Point cardinal - Greffes.
- 7- Conjonction - Avancer par voie maritimes.
- 8- Principauté - Métal précieux en langue espagnole.
- 9- Article - Passer le linge à l'eau.
- 10- Poursuivie en justice - Greffes.

4x4 Parmi ces quatre séries de quatre mots, un seul est juste, à vous de le découvrir

| | |
|--------------|------------|
| Blilage | Blasphème |
| Blaucage | Blaspheme |
| Blokage | Blasphème |
| Blocage | Blasephème |
| Pragmatic | Rogatoire |
| Praguematque | Raugatoire |
| Pragmatique | Rogatoire |
| Pragumatik | Rogatoir |

Les mots fléchés

| | | | | | | |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|--------------------------------------------|-------------------------------------|
| INVOLONTA- -IREMENT | C'EST CHER SAINT EN ÉGYPTÉ | MAITRE | AFFECTÉ | DEVANT CAPONE HÉRITAGE | PRÉFIXE DE NOUVEAUTÉ ABANDON- NÉE | TELLE UNE HABITANTE DE GENÈVE |
| ÉCRASÉES | | OINTS | S'APPRO- PRIER INDUMENT | | | |
| CHATOUILÉE | | | | | MENUE MONNAIE LE SOLEIL S'Y LÈVE | |
| 3,14 | | | | | | ALCOOL FORT |
| | RÉVOLTÉS AGITATRICE | | | | | |
| BRAVADE CRÊPE DE RIZ | | | BATTUES VIOLEM- MENT BOULVERSÉE | | | |
| | | NOMBRE IMPAIR GUETTÉ | | | ASSASSINAS DISCOURS | |
| ÉCLOSE ÉTONNE- MENT | | | CANTINE MILITAIRE VA SANS BUT | | BOUQUINÉE APRÈS VOUS | |
| | | | | AU BOUT DES JAMBES ATHÉNIENS | | |
| ALLONGE COURBER | | | | DURCIS PAR LE FROID FILM À SUSPENSE | | |
| | | | EXTRÊME- MENT SYMBOLE DU CALCIUM | | CALE ÉCHAN- TILLON | |
| ARTICLE MASCULIN PERSONNE NULLE | | INSUCCÈS FIERTÉ | | | TERME DE CONDITION TÉHÉRAN | PLANTES GRIMPANTES |
| | | | GRUPE D'ÎLES APRÈS TOI | | | |
| ÉENDUES D'EAU SALÉE PREMIÈRE PERSONNE | | | RIVIÈRE À GRENOBLE SE RENDRE | | | RASSEMBLÉ |
| | GARDIEN DE BUT LISIÈRE DE BOIS | | | COURON- NEMENT EXISTES | | |
| PÂTE ALIMENTAIRE CRÉATURE | | | | | NE PAS ADMETTRE APRÈS BIS | |
| | | | ON LE JETTE EN BALCON PARTICULE NOBILIAIRE | | PAROI SIROTÉ | |
| DÉCOMPO- SER UN MOT | CANARD SAUVAGE | | | BOIS NOIR | | |
| | | | | | | HÂLÉS |

BIFFE-TOUT

EN 10 LETTRES :
Instrument de mesure

| | | |
|----------|--------------|-----------|
| ACTIVITÉ | HABITATION | SALIN |
| ACTRICE | INTERNE | SARDINE |
| ADHÉSIF | IVRESSE | SAUVAGE |
| AGRUMES | MAJESTUEUX | SECTION |
| ALIMENTS | MASQUE | SEIZE |
| AMERTUME | MÉCANISME | SNOB |
| BÉJAÏA | MENTALE | SORTILÈGE |
| BREF | MÉTHODE | SOURDINE |
| CARNET | MIGRAINE | STAR |
| CENDRIER | MONTAGE | STÈRE |
| CERNES | MOQUETTE | SUPPORTER |
| CEUX | MOULINETTE | TAILLEUR |
| CIGARES | MOUTARDE | TAROT |
| COUDE | NATAL | TARTINE |
| DÉÇU | NETTOYAGES | TERRE |
| DÉFENDRE | NOEUD | TIGRESSE |
| DYNASTIE | NUTRITION | TOUR |
| ECRIT | OREILLE | TOURTE |
| ESTIME | ORGANISATION | TRAVESTI |
| ÉTRENNE | OUVRIER | URÉE |
| ÉVITER | PÉNAL | VIEUX |
| EXCUSE | PRIÈRE | VIS |
| FLEURS | QUALITÉ | XÉNON |
| GÉNÉRAL | RÊVE | |
| GIVRÉE | REVOLVERS | |
| GOMME | ROI | |

| | | | | | | | | | | | | | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| M | A | S | Q | U | E | N | O | N | E | X | U | E | U | T | S | E | J | A | M |
| E | C | O | U | D | E | P | R | O | E | H | X | L | R | O | O | T | M | C | O |
| T | T | R | A | E | N | S | E | I | R | U | E | A | E | U | U | E | A | T | U |
| H | I | T | L | G | I | E | T | T | E | A | V | T | E | R | R | O | A | R | T |
| O | V | I | I | A | D | N | I | I | T | E | M | N | R | T | D | R | T | I | A |
| D | I | L | T | V | R | R | V | R | S | E | R | E | U | E | I | E | G | C | R |
| E | T | E | E | U | A | E | E | T | C | E | N | M | D | E | N | R | C | E | D |
| S | E | G | O | A | S | C | I | U | T | I | E | I | M | U | E | N | V | U | E |
| T | E | E | M | S | D | S | A | N | E | C | G | N | L | S | E | O | E | X | S |
| N | E | I | E | O | E | H | I | R | A | R | O | A | S | U | L | O | C | N | T |
| E | R | R | Z | M | Q | E | E | N | N | I | E | E | R | V | O | U | N | O | I |
| M | V | T | U | E | M | U | I | S | T | E | C | I | E | E | S | M | U | I | M |
| I | I | R | O | M | E | S | E | A | I | T | T | R | R | E | V | R | T | T | E |
| L | G | G | O | R | M | I | S | T | I | F | S | T | E | D | U | E | A | A | L |
| A | R | G | R | E | A | I | T | O | T | E | L | L | O | E | N | R | R | T | A |
| I | I | L | S | A | N | T | N | S | R | E | L | E | L | Y | T | E | L | I | R |
| A | R | I | A | A | I | I | I | E | A | I | R | L | U | I | A | A | C | B | E |
| J | V | O | G | N | L | N | I | R | E | N | I | R | N | R | T | G | R | A | N |
| E | U | R | I | A | E | R | E | R | C | A | Y | E | E | A | S | E | E | H | E |
| B | O | N | S | U | P | P | O | R | T | E | R | D | N | E | F | E | D | S | G |

SOLUTIONS DES JEUX PRÉCÉDENTS

MOTS FLÈCHES

HORIZONTALEMENT
CERTAINE - OSLO - QUESTIONNE - N - OUI - SIGNIFIE - INCISE - AINSI - USEES - RAIE - CD - IS - TEINT - MAI - ET - PAPAS - HALO - ICONE - EMIRAT - COR - CEP - ELIDE - NOCE - ROTA - ES - UNIE - MONTRER - ESSAI - TRACAS - CRIARDE - ENA - E - ERMITE - TRAM - FER - E - ARRETÉE - MENSONGE - ERE - RUSE - UT - RASAS.

VERTICALEMENT
REQUISITIONNER - EMU - RUINES - CROISIE- RES - OTE - CE - PO - CESAR - NE - ASSISTAN- CE - ARMES - TITIS - EPEE - MIDI - OU - NIGE- RIA - PRO - ETANT - NEON - ANSE - ONT - ERG - NIAIT - METRE - RER - CONFIE - HILARANTE - A - SEIN - MARI - ECARTES - IL - ESCALADERA - AERA - ON - IDIOTES - SEMEES.

MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT
1- AGOUT - CUBA - 2- GLU - OPERER - 3- DOR- MIR - BLE - 4- ET - ELEVA - N - 5- TATE - AIDE - 6- LEUR - UREN - 7- I - REUNI - MA - 8- ORO - NIE- CES - 9- NAREE - ONT - 10- SIEN - SORTI.

VERTICALEMENT
1- AGDE - LIONS - 2- GLOTTE - RAI - 3- OUR - AURORE - 4- U - METRE - RN - 5- TOILE - UNE - 6- PRE - UNIES - 7- CE - VARIE - O - 8- URBAIN - COR - 9- BLE - DEMENT - 10- ARENE - ASTI.

4x4 Excellent - Pythagorisme
Myltilculture - Sémaphore

BIFFE-TOUT : LOOKING



Page réalisée
par Souiki Sidali



10/10 POLÉMIQUE AUTOUR DU CLIP DE SHAKIRA

Le nouveau clip de Shakira pour la Coupe du monde suscite une vive controverse sur les réseaux sociaux, avec plus de 28 millions de vues. De nombreux internautes critiquent l'absence de joueurs africains dans la vidéo, malgré une esthétique largement inspirée de l'Afrique à travers les décors, les paysages et plusieurs références culturelles visuelles. Certains estiment que le clip véhicule une représentation superficielle et stéréotypée du continent, en exploitant ses symboles sans mettre en avant ses sportifs. Entre accusations d'appropriation visuelle et défense d'un simple choix artistique, le débat divise fortement les internautes.



7/10 FERRARI PASSE À L'ÉLECTRIQUE

Ferrari a officiellement présenté la «Luce», sa toute première voiture 100 % électrique, prévue pour 2027. Cette supercar futuriste afficherait plus de 1000 chevaux grâce à quatre moteurs électriques, un 0 à 100 km/h en seulement 2,5 secondes et environ 530 km d'autonomie. La marque italienne mise aussi sur un concept inédit avec un modèle à quatre portes et cinq places, intégrant des écrans OLED et même des sons de moteur artificiels à l'intérieur comme à l'extérieur du véhicule. Son prix pourrait dépasser les 600 000 €. Avec plus de 93k vues, certains internautes saluent une révolution technologique impressionnante, tandis que d'autres estiment qu'une Ferrari électrique perd l'âme mythique de la marque.

3/10 MÉLENCHON VISERAIT LES INFLUENCEURS



Les équipes de Jean-Luc Mélenchon auraient approché plusieurs créateurs de contenu comme Squeezie, Léna Situations ou encore Theodora afin d'envisager d'éventuelles apparitions publiques à ses côtés pour la présidentielle de 2027. Le leader de La France insoumise voudrait donner à sa campagne une dimension plus culturelle et populaire auprès des jeunes générations en s'appuyant sur des figures très suivies sur les réseaux sociaux. Avec plus de 3 200 réactions, certains internautes saluent une stratégie moderne pour toucher les jeunes, tandis que d'autres dénoncent un mélange entre politique et influence.

9/10 LORSQUE LE FAIT D'ÊTRE ALGÉRIEN DÉRANGE

Le tweet d'un étudiant algérien vivant en France a provoqué une énorme polémique sur X. Le jeune homme, connu sous le pseudo Overf10wing, a partagé la photo d'un repas du Crous payé seulement 1 euro, en remerciant simplement le service étudiant. En quelques jours, la publication a dépassé les 8 millions de vues. Mais très vite, de nombreux internautes ont réagi violemment, surtout à cause de ses origines algériennes et du drapeau algérien affiché sur son profil. Certains ont accusé les étudiants étrangers de profiter des aides financées par les impôts français. D'autres ont tenu des propos racistes et haineux. 8/10 À l'inverse, beaucoup d'internautes ont dénoncé cette vague de haine, estimant qu'une simple photo de repas ne méritait pas une telle polémique.

6/10 LES CHATS ERRANTS ET L'ÉTRANGE DISPARITION LE JOUR DE L'AÏD



Chaque année, une drôle d'observation revient sur les réseaux sociaux : dès le premier jour de l'Aïd El Adha, les chats errants semblent disparaître des quartiers. Pour certains internautes, ce phénomène s'explique par l'abondance de viande et les allées et venues inhabituelles dans les rues. D'autres affirment au contraire qu'il ne s'agit que d'un mythe amplifié par les réseaux sociaux, assurant voir les mêmes chats comme chaque année. Entre anecdotes amusantes et débats sérieux, le sujet continue de faire réagir. Une publication sur le sujet a été vue près de 50k fois.

2/10 STARS AUX LIEUX-SAINTS : LE DÉBAT S'ENFLAMME



Plusieurs figures du divertissement arabe, dont Mohamed Henedi et Dorra Zarrouk, ont accompli le Hadj en Arabie saoudite, partageant des images vêtus de l'hram. Si ces publications ont suscité l'émotion, avec plus de 1 700 réactions, et les prières d'une partie du public, d'autres internautes critiquent la surmédiation de ce voyage spirituel sur les réseaux sociaux.

1/10 FAUX DÉPANNAGE ?

Une vidéo montrant un automobiliste poursuivant une autre voiture à Blida tout en filmant sa plaque d'immatriculation portant le numéro d'une autre wilaya a accumulé plus de 1k réactions. L'auteur affirme avoir été approché la veille par le conducteur filmé, qui lui aurait demandé 4 000 DA en prétendant être en panne. Il lui aurait même donné son numéro de téléphone et promis de rembourser la somme dès le lendemain. Mais le lendemain justement, les deux hommes se seraient croisés par hasard. Selon l'auteur, le conducteur suspect l'aurait de nouveau abordé avant de reconnaître son visage. Pris de court, il lui aurait alors demandé s'il y avait des funérailles dans les environs, une réaction jugée étrange par l'automobiliste qui commence alors à soupçonner une arnaque répétée visant plusieurs personnes chaque jour. Convaincu qu'il s'agit d'un escroc utilisant le même scénario pour soutirer de l'argent aux gens, il décide alors de le suivre en voiture tout en filmant la scène. Les internautes dénoncent l'acte.

8/10 LE MOUTON «BANLIEUE 13» FAIT RIRE LA TOILE



7/*10 Une vidéo montrant des agents de la Protection civile tentant de capturer un mouton errant sur le toit d'une maison, à la veille de l'Aïd el-Adha, a largement amusé les internautes. Visionnées et partagées en masse, les images ont dépassé le million de vues sur les réseaux sociaux. On y voit un agent avancer lentement et avec prudence pour éviter que l'animal ne saute ou ne provoque un incident, avant de réussir à le maîtriser avec l'aide de ses collègues. De nombreux internautes ont surnommé l'animal «le mouton Banlieue 13», en référence au film Banlieue 13 et à ses scènes de sauts entre immeubles.

4/10 BAD BUNNY DANS TOY STORY 5

Bad Bunny va intégrer l'univers de Toy Story 5 en prêtant sa voix à un nouveau personnage secondaire baptisé «Pizza With Sunglasses», une pizza portant des lunettes de soleil. Disney et Pixar ont confirmé cette participation pour le film attendu le 19 juin. Grand admirateur de la saga depuis longtemps, le chanteur avait déjà affiché sa passion pour Toy Story durant le confinement en recréant plusieurs scènes des films avec les célèbres jouets. Avec plus de 12k vues, beaucoup trouvent ce casting amusant et inattendu, tandis que d'autres pensent que la saga mise de plus en plus sur les célébrités pour attirer le public.

SAHARA OCCIDENTAL

ALGER BAT EN BRÈCHE LES THÈSES DE RABAT

La délégation algérienne a insisté sur la nécessité de préserver le cadre des Nations unies comme unique base de règlement.



Réunie dans le cadre du séminaire régional annuel des Nations unies sur la décolonisation, tenu du 25 au 27 mai à Managua (Nicaragua), la délégation algérienne a réitéré sa position sur la question du Sahara occidental. Conduite par le représentant permanent adjoint auprès de l'ONU, l'ambassadeur Toufik Koudri, elle a rappelé les principes que l'Algérie considère comme fondamentaux pour tout règlement du conflit : respect du droit international et du droit du peuple sahraoui à l'autodétermination.

Dans un contexte diplomatique toujours sensible autour de ce dossier, Alger a souligné que le Sahara occidental demeure un territoire non autonome inscrit à l'ordre du jour du Comité spécial de la décolonisation (C-24). À ce titre, il reste soumis aux mécanismes onusiens relatifs aux processus de décolonisation encore inachevés.

LE CADRE ONUSIEN, SEULE RÉFÉRENCE

La délégation algérienne a insisté sur la nécessité de préserver le cadre des Nations unies comme unique base de règlement. Elle a rappelé que les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité consacrent le principe de l'autodétermination, considéré comme central dans la doctrine internationale de décolonisation.

Dans cette optique, Toufik Koudri a estimé que toute tentative de contourner ce cadre, notamment par des initiatives unilatérales ou des reconnaissances politiques isolées, n'a pas de portée juridique. Selon Alger, seule l'ONU détient la légitimité nécessaire pour encadrer la détermination du statut final du territoire.

Évoquant les développements récents, la délégation algérienne a salué la reprise des contacts directs entre le Maroc et le Front Polisario sous l'égide des Nations unies et avec la participa-

tion des États-Unis en tant que facilitateur. L'Algérie, invitée comme pays voisin observateur aux côtés de la Mauritanie, a rappelé son soutien constant à une solution politique négociée entre les deux parties principales. Pour Alger, cette reprise du dialogue constitue une étape importante susceptible de relancer le processus politique et de réduire les dynamiques de blocage. Elle estime que cette évolution redonne une place centrale aux négociations sous supervision onusienne.

UNE SOLUTION FONDÉE SUR L'AUTODÉTERMINATION

La position algérienne reste inchangée quant à l'objectif final : parvenir à un règlement pacifique, juste et durable garantissant l'exercice du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui. Ce principe est présenté comme la seule base susceptible de conduire à une solution acceptée par toutes les parties. Toufik Koudri a également souligné que toute issue politique devra résulter d'un accord mutuellement acceptable entre le Front Polisario et le Maroc, conformément à la Charte des Nations unies et aux résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

UNE LIGNE DIPLOMATIQUE CONSTANTE

À travers cette intervention, l'Algérie a réaffirmé la continuité de sa position diplomatique sur le Sahara occidental, fondée sur le respect du droit international et des mécanismes de l'ONU. Alger insiste sur le fait que les efforts des Nations unies demeurent le cadre légitime pour parvenir à une solution durable. En conclusion, la délégation algérienne a rappelé que l'avenir du Sahara occidental relève avant tout du choix de son peuple, appelé à se prononcer librement sur son destin dans le cadre du processus de décolonisation.

R. N.

ALGÉRIENNE DES AUTOROUTES

Déviations de la circulation vers la RN1

Un incendie s'est déclaré dans la nuit de jeudi à vendredi au niveau de la sous-station n°2 dédiée aux équipements électriques alimentant le système de contrôle et de surveillance des tunnels de l'autoroute Nord-Sud A1, sur le tronçon reliant El Hamdania à El Affroun. La direction de l'exploitation de l'Algérienne des Autoroutes, accompagnée de cadres techniques et des équipes d'intervention, s'est rendue sur place afin d'évaluer la situation et de prendre les mesures nécessaires, en raison de la sensibilité des infrastructures concernées, en coordination avec les différents services impliqués. Les équipes de patrouille et d'intervention de l'Algérienne des autoroutes, en collaboration avec la Protection civile, sont intervenues



immédiatement après le signalement de l'incident. Le périmètre a été sécurisé et l'incendie a été maîtrisé puis éteint sans faire de victimes. Des mesures préventives ont été mises en œuvre pour garantir la sécurité des usagers et faciliter les opérations d'intervention. À titre

préventif, les deux tunnels ont été fermés et la circulation a été temporairement déviée vers la RN1 dans les deux sens, au niveau de l'échangeur de Houch El Masoudi (wilaya de Médéa) et de l'échangeur de Sidi El Madani (wilaya de Blida). Un dispositif sécuritaire a été

déployé sur place afin d'assurer la fluidité du trafic et de prévenir tout risque supplémentaire pour les usagers de la route. Le wali de Médéa et le wali de Blida se sont rendus sur les lieux pour suivre de près les opérations d'intervention et les mesures de régulation de la circulation.

HADJ 2026

Belmehti met en avant les efforts des autorités saoudiennes

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehti, président du Bureau des affaires des pèlerins algériens (Bureau des affaires du hadj), a salué le niveau d'organisation de la saison du hadj de cette année par le Royaume d'Arabie saoudite, mettant en avant les efforts déployés pour assurer les meilleures conditions aux pèlerins.

Dans une déclaration accordée à la chaîne saoudienne Al Arabiya depuis les camps de Mina, le ministre a souligné que les autorités saoudiennes poursuivent l'amélioration continue des services liés au hadj, malgré les contraintes géographiques propres aux Lieux Saints. Il a estimé que la flexibilité et les facilités apportées s'inscrivent dans l'esprit des valeurs de l'Islam, contribuant à garantir la sécurité et le confort des pèlerins.

Youcef Belmehti a également exprimé la fierté des pèlerins algériens de représenter leur pays et leur identité religieuse, affirmant que les Algériens tiennent à honorer l'image de l'Algérie en tant que nation de valeurs, d'histoire et de sacrifices. Il a, à ce titre, mis en avant le rôle des pèlerins algériens en tant qu'«ambassadeurs» de leur pays durant ce grand rassemblement religieux.

Le ministre a par ailleurs salué le niveau de coordination entre la mission algérienne du hadj et les autorités saoudiennes, relevant la réactivité face aux différentes préoccupations soulevées sur le terrain. Il a également souligné la qualité des relations fraternelles entre les peuples algérien et saoudien.

Estimant que la réussite de la saison du hadj constitue un succès pour l'ensemble de la communauté musulmane, Belmehti a insisté sur la contribution de la mission algérienne, à travers ses équipes d'encadrement et d'accompagnement, mobilisées pour assurer le bon déroulement des rites et le service des pèlerins.

MISE À JOUR DE LA LIGUE 1

L'USMA à l'épreuve de Rouisset

Le MB Rouisset accueillera l'USM Alger, aujourd'hui au stade 18-Février d'Ouargla (16h), avec l'objectif de soigner leur classement pour les deux équipes, dans un match de la mise à jour de la 23e journée du championnat de la Ligue 1 Mobilis de football. Le MBR (13e, 33 pts), qui reste sur un succès à la maison face au Paradou AC (2-1), tentera d'enchaîner face au récent vainqueur de la Coupe de la Confédération africaine, en quête de rachat après la défaite concédée en déplacement face à l'USM Khenchela (2-1). L'USMA (10e, 36 pts) aura à cœur de revenir avec un bon résultat du sud-est du pays, dans l'objectif de terminer la saison à une place honorable, devant une équipe de Rouisset qui aspire, quant à elle, à terminer la saison sur une bonne note. L'USMA, avec encore deux autres matchs à jouer, vise à se rapprocher du Top 5, après une saison réussie marquée par un doublé Coupe de la Confédération - Coupe d'Algérie. Les joueurs de l'entraîneur sénégalais, Lamine N'diaye, disputeront leurs deux derniers matchs en retard à Alger : le mardi 2 juin à domicile face au CR Belouizdad (20h, 26e journée) et le jeudi 4 juin en déplacement face à l'ES Ben Aknoun (17h, 28e journée), avant de boucler la saison le samedi 6 juin à Oran face au MCO, lors de la 30e et dernière journée de la compétition.